

LA REVUE DES SUISSES DE L'ÉTRANGER

R E V U E

SUISSE

SEPTEMBRE 2011 / N° 4



Numéro spécial
Élections parlementaires 2011



Lavaux, Patrimoine mondial de l'UNESCO, Région du Léman

Saveurs et couleurs.

La Suisse des saveurs, c'est bien sûr le fromage, le chocolat et les vins, mais également bien plus encore...

Au-delà des grands classiques des spécialités suisses, notre petit pays renferme bien d'autres trésors gustatifs. A Genève, dégustez un gratin de cardons, légume AOC, accompagné d'un cru genevois, puisque le canton possède la troisième plus importante surface viticole de Suisse, après les cantons de Vaud et du Valais. A Zoug, vous prendrez une part de tourte aux cerises, accompagnée d'un verre de kirsch, et dans le Jura, vous irez déguster la Tête de Moine, un fromage raclé en rosettes très fines. Ceci n'est qu'un petit aperçu de toutes les délicieuses surprises que la Suisse vous réserve.

Une cuisine colorée

La Suisse vous invite à sortir des sentiers battus et à

goûter aux mille et une saveurs de ses régions. Fruits, légumes, viandes, poissons des lacs et des rivières, vins, fromages et desserts composent des menus qui vont colorer votre séjour. Préparez votre escapade gourmande sur: www.MySwitzerland.com.

Réseau Suisse

Inscrivez-vous sur www.MySwitzerland.com/aso d'ici au 30 octobre 2011 et gagnez un séjour de 2 nuits pour 2 personnes à l'hôtel Romantik Seehotel Sonne**** à Küsnacht au bord du lac de Zürich, y compris deux menus surprises dans leurs restaurants.

Plus d'informations:

MySwitzerland.com
RECHERCHE 54432 >>

Escapade viticole

Produisant du vin depuis le XI^e siècle, le château de Salenegg, dans les Grisons, abrite un des plus anciens domaines viticoles d'Europe. Ici, au pays de Heidi, le Pinot noir est roi et les crus sont produits en combinant traditions et modernité.



Bon plan n° 1

Plus d'informations:

MySwitzerland.com
RECHERCHE 37638 >>

En voiture!

Qui ne connaît pas la fondue au fromage et les non moins célèbres et craquantes meringues avec de la double crème de la Gruyère? Savourez-les avec pour décor des paysages bucoliques, en prenant le train rétro «La Gruyère» entre Bulle et Montbovon.



Bon plan n° 2

Plus d'informations:

MySwitzerland.com
RECHERCHE 801 >>

Fondre de plaisir

A Vevey, au bord du lac Léman, après une balade dans les vignes de Lavaux, arrêtez-vous chez l'artisan-chocolatier Poyet qui vous propose un tour du monde de saveurs chocolatées. En souvenir, emmenez avec vous les chaussures de Charlie Chaplin.



Bon plan n° 3

Plus d'informations:

MySwitzerland.com
RECHERCHE 40451 >>

Accord de partenariat entre Suisse Tourisme et l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)



Auslandschweizer-Organisation
Organisation des Suisses de l'étranger
Organizzazione degli Svizzeri all'estero
Organizaziun dals Svizzers a l'ester

Suisse Tourisme.
MySwitzerland.com



Changements et réformes

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SUISSE bat son plein. Les élections parlementaires du 23 octobre – auxquelles ce numéro spécial de la «Revue Suisse» est consacré – pourraient bouleverser l'organisation politique suisse. Georg Kohler, philosophe spécialisé en politique et professeur à l'Université de Zurich, pense qu'il est fort possible que l'apparition de nouveaux rapports de forces au Parlement sache la concordance au gouvernement lors de l'élection du Conseil fédéral en décembre. Dans son entretien en page 12, il déclare aussi que cette situation ne présagerait rien de bon pour le futur. Selon lui, le grand défi de la Suisse est toutefois de réussir à effectuer en urgence les réformes nécessaires tout en préservant son identité.

Dans ce numéro sur les élections, nous donnons évidemment la parole aux principaux partis politiques pour qu'ils présentent leur position sur différentes questions. La campagne électorale étant toujours l'époque des belles promesses, nous revenons aussi sur les quatre années passées en récapitulant les résultats des votes au Parlement à Berne pour les dossiers concernant directement les Suisses de l'étranger.

Nous tenons aussi à annoncer des changements au sein de la rédaction de la «Revue Suisse». Rolf Ribl, étroitement lié à ce magazine depuis plusieurs dizaines d'années, d'abord comme membre du comité de rédaction puis comme rédacteur, a décidé de prendre sa retraite. Avec son départ, nous perdons un collègue dont les articles ont marqué de manière décisive le visage de la «Revue Suisse» au cours des dernières années et qui manquera sûrement beaucoup à de nombreux lecteurs. Nous le remercions de son



engagement et lui souhaitons de profiter de la tranquillité et du calme de son cher vignoble.

La rédaction a accueilli deux nouveaux collègues début juin: Marc Lettau et Manuel Gnos. Marc Lettau vit à Berne et travaille depuis de nombreuses années comme rédacteur dans différents secteurs du quotidien «Der Bund». Il a des origines bulgares et entretient des relations étroites avec la communauté suisse de l'étranger car une partie de sa famille vit depuis longtemps en Tasmanie. Il a consacré son premier article pour la «Revue Suisse»

au système de milice dans la politique suisse. Manuel Gnos a été pendant dix ans directeur de la rédaction en ligne de «Der Bund». Il travaille aujourd'hui comme journaliste indépendant et organisateur d'événements culturels au Café Kairo à Berne. Il travaillera non seulement comme rédacteur mais assistera aussi la rédaction dans ses relations avec les nouveaux médias. Nous avons d'ores et déjà introduit une première nouveauté: la «Revue Suisse» existe désormais comme application pour iPad et Android.

Dorénavant, les Nouvelles du Palais fédéral et les informations de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) se trouveront toujours en dernière page de la «Revue Suisse». Ce choix devrait vous aider à trouver plus facilement ces informations et la rubrique Conseil OSE.

Enfin, je voudrais vous inviter encore une fois à participer au scrutin car si la participation des Suisses de l'étranger est forte, vos demandes n'en auront que plus de poids.

BARBARA ENGEL

5
Courrier des lecteurs

5
Lu pour vous: Portrait érudit des coutumes et mentalités suisses

7
Images: Franz Gertsch, un artiste suisse calme aux œuvres gigantesques

8
En Suisse, la professionnalisation croissante de la politique n'est pas sans conséquences financières

12
Entretien avec un philosophe politique au sujet de la campagne, de l'UE, de Christoph Blocher et du succès de la schizophrénie suisse

16
Immigration et libre circulation des personnes: deux sujets brûlants de la campagne

18
Le Conseil fédéral souhaite une Suisse sans nucléaire

20
Les principaux partis répondent à nos questions sur l'avenir de la Suisse

23
Qu'ont fait les partis politiques pour les Suisses de l'étranger? Rétrospective du travail parlementaire

24
Les Suisses de l'étranger candidats aux élections du Conseil national se présentent

26
OSE

28
Nouvelles du Palais fédéral – informations sur la procédure électorale

31
Écho

Couverture: Le caricaturiste zurichois Peter Gut a contribué à cette édition spéciale de la «Revue Suisse» avec ses illustrations. Non sans humour, il nous propose un regard décapant et surprenant sur l'actualité politique suisse.

IMPRESSUM: La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 38^e année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de plus de 395 000 exemplaires. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditrice.

■ DIRECTION ÉDITORIALE: Barbara Engel (BE), rédactrice en chef; René Lenzin (RL); Alain Wey (AW); Marc Lettau (MUL); Manuel Gnos (MAG); Jean-François Lichtenstern (JFL), Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, CH-3003 Berne, responsable des «Nouvelles du Palais fédéral». Traduction: CLS Communication AG ■ DESIGN: Herzog Design, Zurich
■ ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne, Tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.
■ INTERNET: www.revue.ch ■ E-MAIL: revue@aso.ch ■ IMPRESSION: Swissprinters St.Gallen AG, CH-9001 St-Gall. ■ CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne. ■ Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. Clôture de rédaction de cette édition: 18.07.11

Assurance maladie et accident internationale

- Selon modèle suisse
- Assurance privée à vie
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier

+ Offre spéciale pour les Suisses de l'étranger:

Possibilité de libre-passage sans nouvel examen de l'état de santé! Exclusif pour vous et seulement chez ASN



Contactez nous!
Tel: +41 (0)43 399 89 89
www.asn.ch

ASN AG
Bederstrasse 51
CH-8027 Zurich
info@asn.ch



CAMILLE BLOCH
+ CH

ENVIE DE RAGUSA?

Nous vous dévoilons volontiers où trouver Ragusa près de chez vous ou bien comment vous pouvez vous-même ouvrir un dépôt Ragusa: tél. 0041 32 945 12 00 ou info@camillebloch.ch

MON CHOCOLAT SUISSE + CH

CONFŒDERATIO HELVETICA



100% suisse. 100% personnel.

La montre suisse millésimée, au prix de seulement **CHF 198.-/EUR 172.-**, est une pièce unique, élégante et entièrement personnalisée: avec un véritable franc suisse pourvu du millésime de votre choix*, numérotée et gravée de votre nom et de votre date de naissance. Un cadeau pour vous, vos proches, amis et connaissances, collaborateurs fidèles et clients d'affaires.

*Ces millésimes à partir de 1900 n'ont pas été frappés et ne sont dès lors pas disponibles: 02, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 33, 35, 38, 41, 42, 48, 49, 50, 51, 54, 72. L'année manquante sont pourvues du franc suisse le plus récent, en l'occurrence le millésime 2000. L'année 2011 n'est pas encore en circulation mais peut-être demandé avec un supplément de CHF 18.-/EUR 16.-.

Boîtier en acier inoxydable, mouvement à quartz ETA SWISS MADE, étanche jusqu'à 50 m, verre saphir, bracelet en cuir véritable, boîte design. Y compris 2 ans de garantie et assurance vol.

Bon de commande

Oui, par la présente, je commande la montre millésimée, numérotée et personnalisée, au prix de seulement CHF 198.-/EUR 172.-, port et frais d'expédition:
PRIORITY (durée d'envoi 8-12 jours): Europe CHF 24/EUR 21, autres pays CHF 36/EUR 32 (Durée production 3-4 semaines)

Couleur du bracelet Millésime souhaité
 noir rouge

Texte exact pour la gravure

Prénom:

Nom:

Date de naissance:

A envoyer à: Fink Medien AG, Versand-Service, Hohfuhren 223, CH-3123 Belp, téléphone 0041 31 812 04 28, fax 0041 31 812 04 30 ou vous pouvez placer votre ordre par internet: www.schweizerfrankenuhren.ch

Monsieur Madame 07/11/36

Prénom:

Nom:

Rue:

NPA/Lieu:

Téléphone:

Date: Signature:

Mode de paiement: Bulletin de versement international
 Mastercard/Visa
 American Express

Numéro de carte:

Valable jusqu'à:



Modell Right pending © Fink Medien AG 2003
Une idée de:

Stauffacher se retournerait dans sa tombe

La Confédération est unique au monde et doit le rester. La votation sur l'interdiction des minarets ainsi que l'initiative sur le renvoi parlent d'elles-mêmes: les citoyens en ont assez du multiculturalisme. Quels sont les avantages de l'UE? Elle s'est révélée être une institution qui englutit de l'argent. Une adhésion restreindrait notre liberté. On pourrait citer ses aspects négatifs à l'infini. Le résultat de cette ineptie est explicite: Stauffacher se retournerait dans sa tombe s'il pouvait voir à quel point nous sommes à nouveau les esclaves de l'UE et comment nous sommes dirigés par Bruxelles.

BERNHARD BALMER, SCHOPFHEIM

A côté du peuple

J'ai lu avec surprise l'article sur la SSR. Pour moi et pour bien d'autres, ce n'est que du lavage de cerveau. Dirigée par de Weck, Matter et Schawinsky en prime, notre radio télévision est une vraie catastrophe. «Plus à gauche» tu meurs! «Arena», comme toutes les émissions politiques, n'est qu'une pitrerie! Heureusement que nous avons le choix. D'après ce que je sais, la plupart en ont fait usage dans notre pays depuis que la SSR a changé de direction. Ça ne vous ferait sûrement pas de mal d'être plus proches du peuple! Et que veulent dire ces hommages répétés à Monsieur Kreis? Ce n'est pas possible que votre jugement soit aussi en décalage avec les Suisses!

HEIDI NAJADI, PAR E-MAIL

Une chaîne de pub bon marché

Je viens de passer une semaine en Suisse où j'ai pu «profiter» de la télévision suisse. Cette chaîne de pub bon marché n'est pas digne de ce pays. Les émissions sont courtes, les publicités longues et omniprésentes, les reportages étrangers brefs et superficiels.

Après toutes les publicités, c'est toujours la météo qui revient. Peu importe que les émissions soient orientées à gauche ou à droite, c'est la publicité qui occupe la première place. Je ne comprends vraiment pas que les gens acceptent ça. J'espère qu'ils ne paient pas pour ça.

RUTH SCHENKER, ANVERS

Merci

Nous souhaitons remercier de tout notre cœur la rédaction pour la conception de la «Revue Suisse». Le nouveau numéro de juin 2011 est extrêmement intéressant, actuel, agréable à lire et, avec l'article sur Max Frisch, «Aufgebaut und ausverkauft», l'article sur la SSR, l'exigence de plus de transparence dans le financement des partis et des campagnes, l'analyse de l'effet Fukushima, le rappel sur le droit de vote des femmes, la présentation de l'été sonique et le portrait de Fabian Cancellara, il offre énormément d'informations en très peu de place. Félicitations à l'équipe de la Revue qui a réussi à réunir tout ça en un seul numéro.

R.+R. FIECHTER, LLORET DE MAR

Libre circulation des personnes et Suisses de l'étranger

Si l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE et tous les accords bilatéraux étaient résiliés, cela se répercuterait avant tout sur les jeunes Suisses de l'étranger qui ont commencé une formation initiale ou continue en Suisse après le 1er juin 2002. Voici un exemple pour illustrer mon propos: jusqu'à présent, les jeunes Suisses de l'étranger peuvent compter sur le fait que les formations réalisées en Suisse sont reconnues en Europe. Si l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE était résilié, ces formations ne seraient plus automatiquement reconnues dans l'UE. Ce qui pénaliserait surtout les jeunes.

UDO ADRIAN ESSERS, KÜSSNACHT
(AVANT, AIX-LA-CHAPPELLE)

La Suisse sous observation

VU PAR LES BRITANNIQUES, le cérémonial observé par les Suisses avant de boire un verre peut sembler complexe. Loin de se contenter d'un simple «Cheers» lancé à l'assemblée avec légèreté avant d'avaler une gorgée, les Suisses doivent suivre tout un protocole: se regarder droit dans les yeux, trinquer, dire «à ta santé», appeler leur partenaire par son prénom, voire parfois finir par un bisou. On ne saurait commencer à boire tant que tout le monde n'a pas accompli ce rituel jusqu'au bout, ce qui peut prendre un certain temps. En Suisse, pour être parfait, l'invité doit encore savoir une chose: il doit être l'invité, un point c'est tout. Il ne doit pas faire lui-même le service ou débarrasser de sa propre initiative car la maîtresse de maison pourrait se sentir légèrement critiquée dans son efficacité.

Diccon Bewes s'y connaît en us, coutumes et mentalités helvétiques. L'écrivain voyageur britannique installé en Suisse a écrit un délicieux livre sur notre pays. Les Suisses se reconnaîtront dans cet ouvrage, à la fois excellent guide des bonnes manières et livre de chevet à recommander aux étrangers désireux de s'intégrer. Tout est dans le titre: «Swiss Watching». L'auteur y observe la Suisse de l'intérieur avec une très grande justesse. Ce livre est au-dessus de la mêlée. C'est un guide spécial qui explique d'une manière inimitable la géographie, l'économie, la société, le quotidien, le système politique et l'histoire du pays. Rien n'a échappé à l'auteur. Avec esprit et sympathie, Diccon Bewes montre dans un mélange de précision suisse et d'humour anglais pourquoi la Suisse est telle qu'elle est. Il en connaît les spécificités mieux que beaucoup de Suisses et décrit avec force les détails comiques de ce peuple qui accorde autant d'importance à la tradition qu'aux innovations pionnières.

L'auteur égaie son texte par de nombreux reportages. Il profite par exemple d'un voyage au Tessin où il s'était rendu pour visiter une chocolaterie pour décrire ce canton du Sud comme le plus contradictoire «dans un pays pétri d'anachronismes et de contradictions»: ce n'est certes définitivement pas l'Italie mais, à bien y regarder, ce n'est pas vraiment la Suisse non plus. De temps à autre, l'auteur emmène ses lecteurs avec des comparaisons pertinentes: «Les cantons ont la taille des comtés anglais mais avec la toute-puissance des États fédéraux américains.» Pour lui, la gare de la Petite-Scheidegg où les voyageurs prennent le Chemin de fer de la Jungfrau rappelle plus le Piccadilly Circus londonien qu'un paisible paysage alpin. Diccon Bewes est impressionné par la compacité de la topographie: pas plus de 70 kilomètres à vol d'oiseau ne séparent le point le plus haut (Pointe Dufour, 4634 mètres) du point le plus bas (Ascona, 193 mètres) du pays. «Ce

qui équivaldrait à un dénivelé d'environ 4400 mètres entre les villes britanniques de Leeds et Sheffield».

Ce livre au style fluide a fait l'objet de recherches parfaites. Il épate par son contenu et est empreint d'une ironie qui fait chaud au cœur. Une fois achevé, on en conclut que la Suisse est un pays vraiment exceptionnel et aussi un peu exotique.

PAR JÜRIG MÜLLER



DICCON BEWES. *Swiss Watching: Inside Europe's Landlocked Island*. Nicholas Brealey Publishing, London/Boston 2010. 310 pages. (Uniquement en anglais; une traduction en allemand sera éditée en mars 2012 par Malik Verlag, Munich).



SwissCommunity.org

La plate-forme des Suisses de l'étranger

« La plate-forme Internet SwissCommunity relie les Suisses du monde entier »



Ursula Deplazes

Chercheuse
Grisonne à Rome



« Développer un réseau entre les Suisses de l'étranger joue un grand rôle – tant au niveau personnel que professionnel. »



Urs Steiner

Directeur d'une école suisse
Bernoise au Pérou



« Connaître d'autres Suisses de l'étranger, échanger de bonnes adresses, être au courant de l'actualité suisse – SwissCommunity me permet de faire tout ça! »



Daniel Keller

Manager
Zurichois à Hanoi



« Pour un consultant international, l'échange d'expériences faites sur place par d'autres Suisses est précieux. »

- ✓ Se connecter avec d'autres Suisses de l'étranger
- ✓ Rester au courant de l'actualité et des grands événements
- ✓ Trouver un logement – ou la meilleure fondue en ville
- ✓ Découvrir la Suisse



Inscrivez-vous, c'est gratuit!

www.swisscommunity.org



Rétrospective. Franz Gertsch est un artiste calme et discret. Pourtant, à 81 ans, il compte parmi les plus éminents artistes suisses. Domicilié à Rüscheegg dans le canton de Berne, Gertsch s'est fait connaître sur la scène internationale dans les années 1970 avec ses portraits et dessins hyperréalistes. Aujourd'hui, les collectionneurs du monde entier se les arrachent. Ses gravures sur bois de grand format sont uniques sur le plan technique. Le Musée des Beaux-Arts de Zurich présente une magnifique rétrospective de l'œuvre de Gertsch, ainsi que son «Cycle des quatre saisons», récemment achevé.



Franz Gertsch



Johanna I 1983-1984, 330 x 340 cm,
Acrylique sur coton



Silvia III, 2003-2004, 315 x 290 cm,
Techniques mixtes sur coton



Printemps 2011, 325 x 480 cm



Été 2009, 325 x 490 cm



Automne 2008, 325 x 490 cm



Hiver 2009, 325 x 480 cm

La lente disparition de la politique extraprofessionnelle

L'idée de milice est profondément ancrée dans la politique suisse. L'image des politiciens qui se mettent au service de la collectivité en plus de leur profession initiale est présente dans tous les esprits. Mais les politiciens de milice se font rares, particulièrement au niveau fédéral et même dans les communes, là où la proximité avec le citoyen est particulièrement importante. La démocratie de milice suisse est sur le point de devenir un mythe.

Par Marc Lettau

Les élections nationales approchent à grands pas. Partout, des hommes et des femmes politiques de tous bords aspirent aux plus hautes fonctions législatives de Suisse. On pourrait brosser le portrait de la démocratie helvétique en ces termes: au fond de la salle, les vitrines abritant les trophées de la société de tir. Devant, le Conseil municipal s'exprime et, face à lui, la cinquantaine de citoyens qui assiste à l'assemblée communale l'écoute avec attention. Ils approuvent les points à l'ordre du jour, parfois seulement après avoir obtenu quelques précisions. La nouvelle organisation du système scolaire est applaudie, l'impôt canin est augmenté, on décide d'investir dans le déneigement, une contribution de CHF 10 000 est accordée à la rénovation de la buvette du club de football car le FC est «la plus importante institution sociale du village» et la contribution de solidarité aux institutions culturelles du chef-lieu cantonal est approuvée en grinçant des dents.

C'est la règle dans les communes

Face à l'auditoire, les conseillers communaux sont soulagés que le «peuple» approuve. Mais ils font eux aussi partie du «peuple». Pas un seul d'entre eux n'est passé par une école de cadres formant des dirigeants politiques. Ils exercent tous diverses professions et consacrent leur temps libre à leur mandat politique en sacrifiant de nombreuses soirées à de petites missions politiques à l'écart des feux de la rampe. Leur indemnité financière est bien souvent modeste. Elle est complétée en fin de législature par une bonne bouteille et par un bouquet de fleurs pour les proches délaissés au profit de la politique.

Dans les quelque 2800 communes de Suisse, soit là où la politique touche au plus près le quotidien des citoyens et où leur contact avec l'Etat est le plus direct, la politique de milice est de mise. 94% des membres des exécutifs communaux sont de véritables politiciens de milice. Pendant leur temps libre, ils sont responsables politiquement de près d'un tiers de toutes les prestations fournies par l'Etat en Suisse. Quatre présidents de commune sur cinq sont des «miliciens», autrement dit, des hommes et des femmes qui puisent leur expérience dans leur quotidien professionnel et familial. Ce n'est que dans les communes de plus de 50 000 habitants que l'activité des membres du Conseil communal devient régulière et convenablement rémunérée. Mais les communes comptent en moyenne moins de 1200 habitants et l'image de la politique suisse est fortement marquée par le système de milice: des politiciens proches des citoyens, moins inféodés à leur parti qu'à la recherche du consensus.

L'exemple de Walter Zürcher, Meyriez

Walter Zürcher, syndic de la commune fribourgeoise de Meyriez, est l'incarnation idéale du politicien suisse de milice. Il siège au Conseil communal depuis 35 ans. Il raconte qu'il voulait agir là où il a grandi et qu'il est «tombé» dans la politique quand il n'était encore qu'un «garnement» n'ayant jamais adhéré à aucun parti. Pour Walter Zürcher, à présent à l'âge de la retraite, la politique n'a jamais été un moyen de se mettre en avant. Il dit, presque en s'excusant, n'avoir jamais été attiré par «les hautes sphères de la politique» ni voulu se porter candidat au parlement cantonal, ni même rêvé d'accéder

au Conseil national. Il s'est contenté de «rester humain, d'être à l'écoute de ses concitoyens et de les comprendre». Le syndic est satisfait parce qu'à Meyriez, 20% des électeurs en moyenne assistent à l'assemblée communale. C'est relativement beaucoup. Pour lui, les débats qui se prolongent ensuite autour d'un verre de vin et de petits canapés «et ces discussions qui durent souvent plus longtemps que l'assemblée» confirment cet intérêt.

Un serment à la «belle saison»

Walter Zürcher est très proche du «politicien moderne» imaginé par les pères fondateurs de la Suisse moderne. Avec la Constitution helvétique de 1798 imposée de fait par la France, l'idée de milice propre au service militaire obligatoire s'est étendue à la politique. D'après cette Constitution, chaque citoyen, «un soldat de la patrie», devait faire son service militaire. En outre, chaque jeune homme majeur devait à la «belle saison» et en présence de ses «parents et des autorités» faire le serment de «servir sa patrie et de respecter la liberté et l'égalité comme un citoyen bon et fidèle, avec toute la précision et le zèle possible, et de combattre la débauche». Aussi brève que fût la République helvétique, ses répercussions sur la Suisse moderne sont manifestes. L'habitude de déléguer à des citoyens d'importants services de l'Etat pour la durée d'un mandat entra dans les mœurs, ce qui revint à rejeter un système étatique régi par des magistrats sortis de la caste administrative.

Des bases chancelantes

Mais la démocratie de milice est menacée. A tous les niveaux de l'Etat (communes, cantons et Confédération), les tâches se sont multipliées mais aussi complexifiées. Des thèmes mondiaux comme la migration des

L'année dernière, le canton de Glaris comptait encore 25 communes. Aujourd'hui, elles ne sont plus que trois.

réfugiés, le changement climatique et la politique énergétique après Fukushima se répercutent jusqu'aux plus bas niveaux de l'Etat. Parallèlement, les citoyens ont des attentes bien plus fortes, auxquelles celui qui fait de la politique «à ses moments perdus» ne sait souvent plus répondre. Il en résulte un paysage politique en constante mutation. Les communes sont regroupées et deviennent de plus en plus grandes alors que leurs conseils communaux sont toujours plus petits. Ce qui entraîne une professionnalisation des structures. Le canton de Glaris en est l'exemple le plus flagrant. L'année dernière, il comptait encore 25 communes. Aujourd'hui, il n'en reste plus que trois.

Reto Steiner, professeur de gestion à l'Université de Berne, prévoit la disparition de centaines de communes dans les années à venir. Peut-être que même la pittoresque commune tessinoise de Corippo finira aussi par être emportée par la vague: avec 18 habitants, ce village à flanc de coteau dans la vallée de la Verzasca est la plus petite commune de Suisse. Chaque adulte siège soit au Conseil communal soit dans une com-

mission. C'est la forme la plus cohérente de démocratie de milice.

Politique à plein temps à Berne

La démocratie de milice est bien plus menacée au niveau cantonal et national que communal. Les dernières enquêtes confirment que l'idée de milice est encore bel et bien présente en politique mais perd de son importance. Le «vrai politicien de milice» dans la Berne fédérale fait figure d'espèce en voie de disparition. Les membres du Conseil des Etats (la Chambre haute) sont tous sans exception des professionnels. S'ils exercent une autre activité rémunérée en plus de leur mandat politique, elle est en général directement en lien avec celui-ci. Il en va de même au Conseil national, la Chambre basse. L'année dernière, une étude subventionnée par le Fonds national suisse a montré que les conseillères et conseillers nationaux consacrent en moyenne 57% de leur temps de travail à leur mandat politique. Ce qui signifie que la politique est

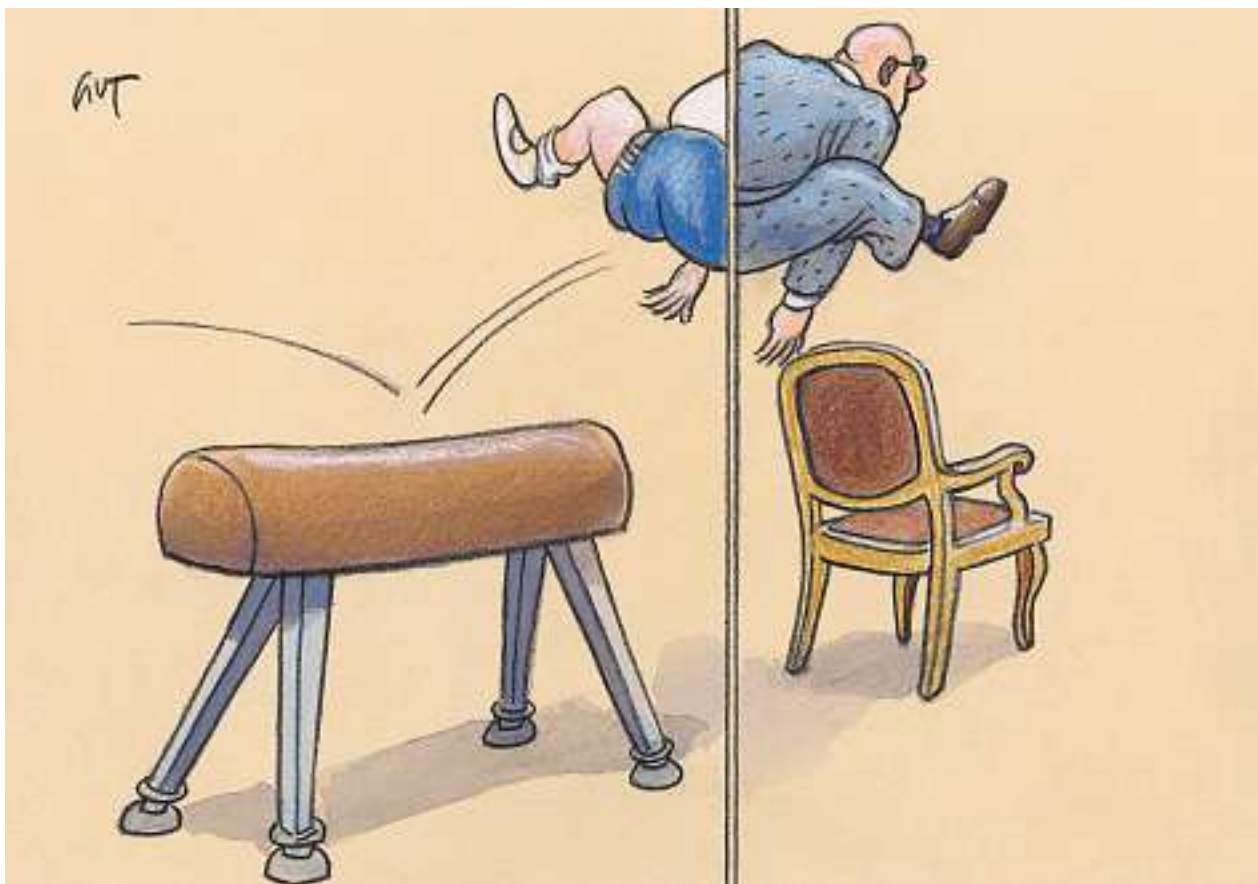
aussi leur activité principale. Les chercheurs estiment qu'environ 10% des membres du Conseil national pourraient plus ou moins se targuer d'être des «politiciens de milice».

0% de milice: c'est grave?

0% de milice au Conseil des Etats. 10% au Conseil national. C'est grave? Le fait que la politique nationale ne cesse de s'éloigner de l'idéal de démocratie de milice suscite inquié-

tudes et suspicions, surtout sur le plan financier. Comme les carrières politiques à Berne ne sont plus une activité accessoire mais des jobs complexes rémunérés, les sommes investies dans la campagne électorale augmentent. Dans certains cantons, les candidats ambitieux investissent déjà depuis bien longtemps des dizaines de milliers de francs dans leurs propres campagnes électorales. Quelques partis cantonaux exigent parfois jusqu'à CHF 40 000 juste pour un bon placement sur la liste électorale. Tim Frey, secrétaire général du PDC, a déclaré à la

Sous la Coupole du Palais fédéral, le système de milice continue d'être un garde-fou moral.



«Revue Suisse» que, dans le canton de Zurich, un candidat qui n'investit pas au moins entre CHF 50 000 et 100 000 dans la campagne électorale «est exclu d'avance et ne sert même pas de bouche-trou sur la liste». D'après les estimations des observateurs politiques, CHF 100 millions au total ont été déboursés en vue des élections au Conseil national et au Conseil des Etats cette année. En 2007, cette somme ne s'élevait qu'à 50 millions. Cette augmentation rapide alimente la crainte – certains parleront d'insinuation – que les politiciens dépendent de plus en plus de groupes d'intérêts détenteurs de gros capitaux.

Plus de transparence par voie d'initiative?

Mais sous la Coupole fédérale, la démocratie de milice sert toujours de garde-fou moral. De temps à autre, le Parlement tire la sonnette d'alarme et approuve des interventions contre une politique vénale. L'initiative sur la transparence, dont la collecte des signatures va bon train, poursuit le même objectif. Cette initiative populaire lancée principalement par de jeunes politiciens exige que les membres du Conseil national et des Etats publient tous leurs revenus annexes. En ligne de mire: plus de 2000 mandats de conseil d'administration exercés par les députés fédéraux. Lukas Reimann (UDC, Saint-Gall), 29 ans, conseiller national à l'origine de cette initiative, a déclaré à la «Revue Suisse» qu'il est impératif de réagir face à «l'accumulation des mandats»: «trop de parlementaires n'agissent pas en fonction des demandes des citoyens et du pays mais des intérêts de ceux qui les financent». Selon lui, l'engagement des lobbyistes s'accroît et les

tentatives de pression sont de plus en plus effrontées. Ce qui est «dans une certaine mesure logique» car «plus l'Etat veut réguler, plus les tentatives de pression sont nombreuses», par exemple de la part des banques ou des branches de la santé, de l'énergie et des télécommunications. Avec cette initiative, Lukas Reimann souhaite-t-il sauver l'idée de milice dans la politique? Dans un certain sens oui, dit-il. Pour lui, le politicien de milice n'est pas un «mythe». C'est toujours «l'idéal». Celui qui fait de la politique peut, même s'il est professionnel, respecter l'idée de milice

*Les attentes sont grandes,
et il devient bien souvent
difficile d'y répondre
pour quiconque fait de la
politique à la légère.*

«en restant proche du peuple et en ne faisant pas partie d'une élite complètement déconnectée». Notre homme ajoute que la publication des revenus annexes est un correctif qui s'impose depuis longtemps et assure que «le marché de l'influence sur la politique nationale se compte depuis longtemps en milliards.»

Le lobbying est en croissance

Quel regard un représentant typique de ce marché si violemment critiqué par Lukas Reimann porte-t-il sur la chose? Kuno Hämisegger, économiste travaillant pour l'Association suisse des banquiers et l'un des lobbyistes les plus en vue de Suisse, donne

raison au jeune politicien sur un point: le marché du lobbying connaît une croissance «explosive» en Suisse. Les lobbyistes classiques comptent une multitude de «conseillers stratégiques». Il n'y a «pas de problème, tant qu'on sait clairement qui représente qui». Kuno Hämisegger se distancie cependant de l'approche de Lukas Reimann car son initiative implique une image très négative et blessante d'une classe politique corruptible. D'après lui, cette image est absolument fautive: les politiciens fédéraux doivent aux lobbyistes de pouvoir prendre des décisions politiques fondées de façon autonome, même sur des sujets très complexes.

«Déprofessionnalisation»

Faut-il en déduire qu'une politique fédérale compétente est impossible sans lobby? Kuno Hämisegger explique que l'énorme interdépendance entre la politique et le marché de l'information n'est pas due à la professionnalisation de la politique mais résulte directement de sa «déprofessionnalisation». Selon lui, on était au début en droit d'attendre de la démocratie de milice qu'elle intègre tous les groupes démographiques et professionnels dans la politique fédérale et tire profit de leur savoir-faire. Mais, pour le «politicien à temps plein» d'aujourd'hui, le savoir acquis dans son métier initial est de moins en moins utile: «il quitte son quotidien professionnel, se «déprofessionnalise» et se retrouve dans un environnement politique d'une extrême complexité où il doit fournir de gros efforts pour acquérir le savoir nécessaire à la prise de décisions.»

Ce qui complique les choses, c'est qu'ils sont une minorité à élaborer eux-mêmes des solutions, «à être des fabricants de produits politiques. Au contraire, la plupart sont des vendeurs de produits politiques à l'élaboration desquels ils ont peut-être participé ponctuellement.» Si des détenteurs de savoirs spécialisés partageaient avec des politiciens leur savoir, et leurs intérêts, il s'agirait certes de lobbying mais cela ne «s'opposerait absolument pas à la transparence». Et le lobbyiste de résumer: «la démocratie de milice est probablement en train de devenir un mythe.» Mais l'initiative sur la transparence «très populiste» ne servirait pas un idéal plus noble: contraindre les hommes et femmes politiques à «un strip-tease permanent» peut vraiment dissuader «les gens normaux» de se lancer dans

LE PLR ET LE PDC DÉTIENNENT DE LOIN LE PLUS DE MANDATS

Les membres du parlement fédéral détiennent actuellement 2045 mandats dans des conseils d'administration ou d'autres comités de direction, soit 15% de plus qu'il y a un an. C'est le groupe PLR qui en détient le plus avec un total de 583, suivi de près par le groupe PDC/PEV/PVL qui occupe 565 mandats.

Ensemble, ces deux groupes détiennent 56% de tous les mandats et représentent des intérêts économiques pour un total de CHF 11 milliards. D'après une étude de la société Credita de Zoug, cela correspond à 92% de la capitalisation de tous les mandats.

Au Conseil national, c'est Paul-André Roux (PDC) qui détient le record: l'expert financier valaisan siège dans 58 comités. Au Conseil des Etats, le

Zurichois Felix Gutzwiller (PLR) se classe juste après avec 24 mandats.

Mais le nombre de mandats ne veut pas tout dire: le politicien fédéral qui représente les capitaux les plus élevés est, d'après l'étude de Credita, le conseiller aux Etats valaisan Jean-René Fournier (PDC). Avec 11 mandats «seulement», il représente des entreprises avec un capital de CHF 4,7 milliards. (mul)

la politique et laisse la porte ouverte aux «fanatiques, populistes et narcissiques».

Jeune, donc automatiquement meilleur?

Lukas Reimann, le plus jeune élu sous la Coupole, recommande d'ailleurs d'élire majoritairement des jeunes pour lutter contre «une politique de mèche avec l'économie». D'après lui, à l'inverse des «vieux renards politiques», les jeunes ne siègent pas à des douzaines de conseils d'administration et obéissent plus à leurs idéaux politiques. Mais ils sont aussi sous-représentés. Est-ce que ce sont eux qui, avec leur fraîcheur et leur honnêteté, vont contribuer à préserver aujourd'hui quelques principes essentiels de la politique de milice? La conseillère nationale Evi Allemann (PS, Berne), la plus jeune élue jusqu'à l'élection de l'UDC Saint-Gallois Lukas Reimann, voit les choses d'un autre œil: les plus

jeunes ne sont en règle générale absolument pas des «miliciens» mais se focalisent à 100% sur leur mandat politique. Evi Allemann déclare aussi que les jeunes ont «tendance à être plus indépendants parce qu'ils siègent moins dans les conseils d'administration».

Trop de parlementaires s'orientent non pas vers les souhaits des citoyens mais vers les intérêts de leurs bailleurs de fonds.

Leur interdépendance financière est donc plus faible. Mais, force est de constater «qu'un grand nombre de jeunes conseillères et conseillers nationaux ne sont pas des politiciens de milice classiques. Aujourd'hui, celui qui veut jouer un

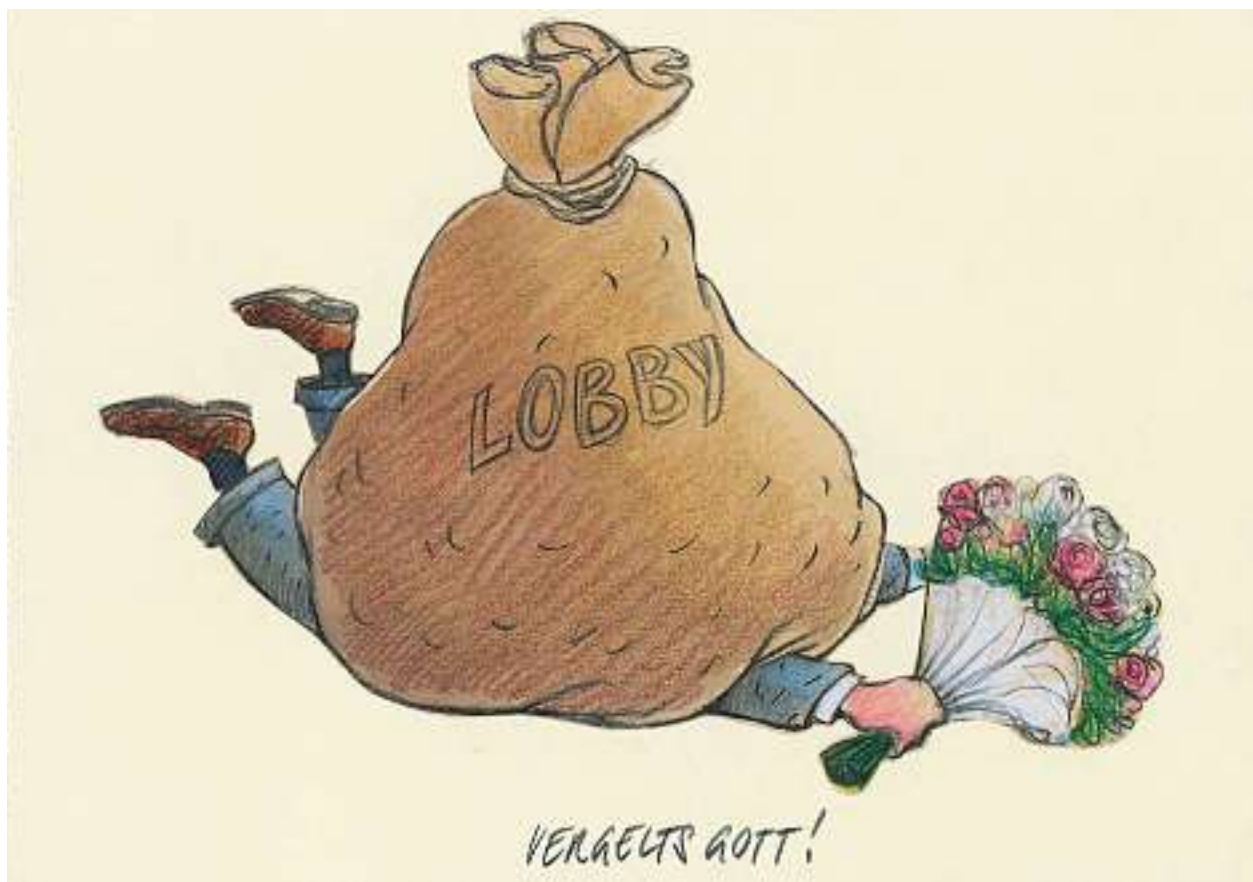
rôle dans la politique nationale doit faire preuve de beaucoup de professionnalisme et «il ne lui reste presque pas de temps pour exercer une activité professionnelle régulière sans aucun lien avec son mandat.»

Une flopée de miliciens?

La démocratie de milice ne serait-elle qu'un mythe? Des règles de transparence plus sé-

vères permettraient-elles de sauver certains de ses principes clés? Ces questions mettent en évidence le fait que la vie quotidienne en Suisse, au-delà de la politique, est marquée plus que dans aucun autre pays par une activité de milice. Outre ceux qui consacrent leurs soirées à la politique, des centaines de milliers de Suisses s'engagent volontairement dans des associations.

La multitude de clubs en Suisse est unique en son genre: en l'absence de chiffres précis, on évalue leur nombre à plus de 300 000. Presque la moitié de la population participe à une association et une personne sur quatre travaille bénévolement pour une institution. Une vie associative et un bénévolat aussi développés révèlent la très forte capacité d'autogestion, et l'esprit de milice, qui règnent dans la société.



Dieu vous le rendra!

«Entre sentiment d'infériorité et mégalomanie»

Selon Georg Kohler, professeur de philosophie politique, la Suisse est confrontée à un problème majeur: elle doit trouver un moyen de procéder d'urgence à des réformes nécessaires sans pour autant perdre son identité. Pour le moment, c'est toujours Christoph Blocher qui domine la vie politique suisse. Georg Kohler le croit capable de beaucoup de choses.

Interview par Barbara Engel et Marc Lettau.

«REVUE SUISSE»: *Les observateurs politiques ont annoncé depuis longtemps déjà que la campagne électorale 2011 serait la plus chère de tous les temps et qu'elle serait bien plus marquée par la polémique que par l'objectivité. Il reste encore trois mois avant les élections. Quel est votre jugement actuel sur la campagne?*

GEORG KOHLER: Les craintes sur la polémique et le manque d'objectivité étaient prévisibles. Quoi qu'il en soit, elles ne sont pas encore trop graves. Mais il est clair que la communication politique a bien changé. À mon avis, la culture politique suisse classique est remise en question.

Quelles en sont les causes?

L'argent joue un grand rôle, même si ce fait est toujours contesté. Avec l'équilibre des rapports de force, c'est-à-dire à presque 50/50, il est alors décisif de pouvoir rallier 1 ou 2% des électeurs à sa cause. Et c'est en mobilisant, plus qu'en argumentant, qu'on peut y arriver. Pour mobiliser, il faut de l'argent et l'argent est actuellement très mal réparti sur l'échiquier politique suisse. La droite nationale conservatrice compte des gens prêts à mettre des milliards – eh oui, ce sont bien des milliards – pour attirer l'attention et atteindre leurs objectifs.

Vous parlez d'attirer l'attention. Un événement comme Fukushima qui a fortement retenu l'attention, aura-t-il une influence sur la campagne ou n'aura-t-il qu'un effet à court terme?

Je présume que Fukushima va influencer les élections de cet automne d'une manière ou d'une autre. Mais ce n'est qu'une supposition. Ce qui me paraît clair, c'est que le mouvement vert libéral est une tendance à long terme. Ce mouvement, qui réunit des écologistes bourgeois et favorables à une

économie de marché mais préoccupés par la limite des ressources et sensibles à l'intérêt général, «profite» actuellement de l'effet Fukushima. À l'inverse, la droite nationale conservatrice, clairement pronucléaire, a dû mettre un bémol à sa position après Fukushima.

D'après les derniers sondages, ce que vous qualifiez de bémol n'a eu jusqu'à présent qu'une faible influence sur la faveur des électeurs.

C'est vrai. Mais il ne faut pas oublier que si la droite nationale conservatrice a certes obtenu plus de 50% de oui lors de certaines votations, dépasser 30% aux élections est malgré tout très difficile. Le fait est que ceux qui aujourd'hui ne votent pas pour la droite conservatrice, autrement dit pour l'UDC, sont contre elle. Ce qui signifie aussi que, malgré ses fortes divisions actuelles, le centre a toujours en commun d'avoir le même adversaire. Affirmer que la droite nationale conservatrice serait majoritaire au sein de la population est une erreur. Cela n'est vrai que ponctuellement. Par ailleurs, il me semble que l'aversion de ceux qui ne votent pas pour l'UDC augmente à vue d'œil.

Vous avez évoqué le centre et ses divisions. Que peut-on attendre des partis centristes?

Il y a foule au centre, c'est un fait. Cela dit, ce n'est pas parce que la droite ou la gauche poussent vers le centre mais parce que de nouveaux mouvements et partis ont vu le jour. Il y a plusieurs choses à dire sur les partis centristes traditionnels. Au PDC, qui se regroupe finalement autour de son origine religieuse, il y a – si l'on observe l'ancienne base électorale – de puissantes forces centrifuges qui se décomposent en une ligne urbaine et sociale-chrétienne, et rurale et

traditionnelle. Le PLR, pour sa part, en perte de vitesse depuis 30 ans, se trouve désormais en forte concurrence avec les Verts libéraux. L'aversion contre ce parti de vieux seigneurs s'exprime clairement. Parallèlement, je note l'évolution du PBD, qui est en fait une scission des forces modérées de l'UDC. Le PBD est en effet issu des bastions traditionnels de l'UDC à Berne, dans les Grisons et en partie à Glaris.

Les électeurs veulent savoir quel sera l'avenir politique de la Suisse mais les partis centristes ne se positionnent pas clairement et ne donnent aucune réponse.

La question décisive est la suivante: comment préserver l'identité suisse tout en effectuant des ajustements qui remettent fortement en question ce que l'on pourrait appeler le consensus helvétique de base? La réponse est tout sauf simple. Revenons un peu en arrière: de 1950 à 1990, la Suisse a merveilleusement bien fonctionné. C'était l'époque de la guerre froide, lorsque nous étions officiellement neutres mais de toute évidence protégés par l'OTAN. Nous avons connu un franc succès avec cette politique de la schizophrénie systématique.

Et depuis, aucun parti politique n'a ouvert de nouvelle voie?

Il est évident pour beaucoup de Suisses que la plupart des problèmes ne se posent plus sur le plan national mais supranational et doivent être résolus à ce niveau. L'armée suisse en est un bon exemple. Elle existe encore mais ne vaut plus rien en son état actuel. Elle devrait d'urgence se rallier à un groupe car les forces adverses sont devenues trop grandes. La schizophrénie entre la représentation (un État suisse petit, autonome et déjà quasi autarcique) et la réalité selon laquelle nous sommes complètement intégrés dans le contexte international a fonctionné avec succès jusqu'en 1990 «à la faveur» de la guerre froide. La contradiction a éclaté plus



QUI EST GEORG KOHLER?

Georg Kohler a étudié la philosophie et le droit à Zurich et à Bâle. Il a été professeur de philosophie à l'Université de Zurich de 1994 à 2011. Depuis, il est professeur invité à l'Université technique de Dresde. Son principal domaine de recherche est la philosophie politique. Il a vécu à Vienne de 1981 à 1991, puis à Munich entre 1992 et 1994. Il a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Scheitert die Schweiz? Eine szenische Befragung* (1998), *Über das Böse, das Glück und andere Rätsel. Zur Kunst des Philosophierens* (2005), *Bürgertugend und Willensnation. Über den Gemeinsinn und die Schweiz* (2010).

tard. À présent, un besoin d'orientation et d'identité est né. Les partis devraient se charger de trouver et de déclarer une nouvelle voie. Mais aucun d'eux n'y parvient. Christoph Blocher et son UDC ne cessent de recourir à l'image de la Suisse entre 1950 et 1990, qui est certes totalement déconnectée de la réalité politique mais qui plaît à bon nombre de Suisses et les rassure. Aujourd'hui, alors que l'UE est en difficulté, on peut enfin vraiment affirmer que nous aurions choisi la bonne voie.

L'argent est actuellement très mal réparti sur l'échiquier politique suisse.

Dans la campagne électorale, l'UDC dépeint une Suisse fortement menacée de l'extérieur. D'après vous, quelles sont les principales menaces pour la Suisse?

La Suisse est avant tout menacée par son incapacité à se réformer. Toutefois, on constate que la Suisse a toujours réussi par le passé à se réformer ou à s'adapter au temps. Si je devais définir l'état d'esprit de la Suisse, je dirais qu'elle hésite entre un sentiment d'infériorité et la mégalomanie.

Il faut savoir que notre sentiment de faire partie d'une même communauté provient surtout de notre refus d'appartenir à un autre pays, que ce soit l'Allemagne, l'Autriche, la France ou l'Italie. Ce qui est un pouvoir d'union plutôt précaire. Quoi qu'il en soit, nous ne devons jamais oublier que l'unité de notre pays découle de la conscience légitime d'être une vraie démocra-

tie. En outre, certains cercles prennent aussi un malin plaisir à se réjouir du malheur des autres. Ce sentiment est renforcé dès lors que l'on pense que les autres sont dangereux et n'en veulent qu'à notre argent parce qu'ils sont eux-mêmes dans la mouise.

Quelles seront les répercussions de cet état d'esprit entre sentiment d'infériorité et mégalomanie sur les prochaines élections?

Je ne crois pas qu'on connaisse un changement brutal et une réorganisation totale. Quand bien même le système présente des fractures dangereuses, comme les tensions sociales nées de la stratégie de polarisation. S'il existe des polarisateurs de droite, il y en a aussi à gauche qui copient cette stratégie, sans oublier le centre qui ne s'est pas encore trouvé ni organisé. La tactique actuelle

d'exagération dans la bataille pour les voix pourrait susciter des divisions et des accrocs pouvant menacer à long terme la structure de concordance.

Vous pensez donc qu'il est possible que le système de gouvernement de concordance éclate après les élections et que nous ayons un gouvernement de coalition et une opposition après les élections au Conseil fédéral en décembre?

Je pense qu'il est possible que, dans un premier temps, la concordance disparaisse après les élections et qu'à partir de 2012 nous ayons une coalition de centre droite ou de centre gauche et une opposition. Mais ça ne fonctionnera pas bien. En effet, les structures de base de la Suisse associées aux institutions politiques et aux droits du peuple pourraient provoquer un blocage dangereux. Mais c'est parfois en se trompant qu'on apprend. C'est ce que j'appelle «l'apprentissage par catastrophe».

À votre avis, quelle est la probabilité que cela arrive?

Si l'UDC totalise plus de 30 % des voix, les chances sont vraiment fortes. La question de la personne sera alors probablement décisive: que deviendra la conseillère fédérale PBD Evelyne Widmer-Schlumpf? Selon la décision du parlement, le PS ou l'UDC quitterait le Conseil fédéral. Et voilà le cadeau!

Le rôle des centres, ou forces de la raison comme ils aiment à se présenter eux-mêmes, serait alors presque nul?

Nous ne sommes pas dans une phase de rapports clairs ou de rapports évoluant clairement. Nous nous trouvons dans une zone de fortes turbulences et de courants violents. Dans ce contexte, il me semble qu'une tendance se détache nettement entre toutes ces différentes forces: on voit bien qu'une politique d'exploitation effrénée des ressources naturelles nous met en difficulté. En outre, on est de plus en plus conscient que nous ne pouvons pas maintenir notre système financier qui crée toujours plus d'argent à partir de rien. Enfin, je crois en la raison humaine et je pense que

nous sommes des êtres capables d'apprendre. Mais réagira-t-on assez vite?

Vous l'avez déjà dit, seule, la Suisse ne peut pas obtenir grand-chose. Comment voyez-vous à long terme la relation de la Suisse avec l'UE?

Je tiens à clarifier un point au préalable: si l'UE, qui connaît actuellement de gros problèmes, devait éclater, la Suisse en souffrirait aussi fortement. Nous n'en ressortirions pas indemnes. Si l'UE reste en place, ce que je suppose, il est clair que la position de la Suisse va s'affaiblir. C'est ce que nous pouvons d'ores et déjà constater. Je trouve tota-

lement déplacés les reproches et critiques à l'égard de l'UE, comme ceux formulés récemment par la ministre des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey. En réfléchissant de manière rationnelle, on se rend bien compte que

l'UE n'a pas besoin de torturer la Suisse, il suffit que Bruxelles s'abstienne d'agir. Car fondamentalement, nous sommes plus demandeurs d'UE que l'inverse. Pour parler en images, l'éléphant qu'est l'UE peut tout simplement fouler les accords bilatéraux et c'est alors nous qui avons un problème.

Avec le gouvernement de coalition et l'opposition que vous venez de décrire, nous nous retrouverions obligatoirement dans cette situation?

Je peux aussi imaginer que le grand réaliste qu'est Christoph Blocher, s'il dirigeait au premier plan ou au second plan avec un gouvernement de centre droite, pourrait dire: «OK, faisons maintenant ce qui est inévitable.» On peut l'en croire capable. Mais cela ne résout pas pour autant les problèmes majeurs de la Suisse. La question des réformes en lien avec certaines coupes dans la démocratie directe reste sans réponse.

Vous présentez Christoph Blocher comme la seule personnalité politique suisse qui puisse décider dans presque tous les domaines.

Pour ce qui est de Christoph Blocher, la seule chose que je puisse dire c'est qu'il aura le parti en main tant qu'il vivra. Cela ne fait aucun doute et peut durer encore quelques années. Le jour où il ne sera plus leader, le parti ne tardera pas à se scinder. L'UDC pré-

sente tous les avantages et les inconvénients d'un mouvement politique très fortement centré sur un leader. Mais l'histoire nous montre que lorsqu'un chef politique puissant avec un tel charisme disparaît, il laisse toujours un vide derrière lui. Il n'y aura personne capable de remplacer Blocher. L'UDC est unie autour de la personnalité de Blocher et de son argent. Mais je tiens à souligner une chose: Blocher est un démocrate, il ne peut en être autrement avec les institutions suisses. Après son départ, son parti devra aussi très probablement apprendre de ses erreurs. Blocher représente donc en fait un danger bien plus grand pour son parti que pour la Suisse.

Quelles sont les conséquences des évolutions politiques actuelles pour les Suisses vivant à l'étranger?

À l'étranger, les Suisses aiment à se raccrocher à de vieux clichés sur leur pays natal. Mais d'après mon expérience, le plus souvent, les gens qui partent à l'étranger sont mobiles, intéressés et capables de distinguer de nouveaux contextes. Ce sont donc des gens qui soutiennent les adaptations dont la Suisse a besoin. En plus, bon nombre d'entre eux vivent dans des pays européens et savent donc que ces pays n'ont pas perdu leur souveraineté en adhérant à l'UE. Il est faux de prétendre que les États de l'UE ne sont que des vassaux de Bruxelles.

Le ton de la campagne électorale s'est envenimé au cours des dernières semaines, notamment avec une annonce de l'UDC qui a fait grand bruit et qui s'intitulait «Ivan S. peut continuer de violer. Voilà ce que veulent la gauche, les bienfaisants et leurs experts.» Devons-nous tout simplement nous habituer à ce type de culture politique?

Non, non et non. Cette annonce est nuisible, fautive, démagogique et dangereuse. On ne peut pas continuer comme ça. Ce n'est pas encore devenu la règle et il s'agit ici d'un faux pas. Si cela devait se reproduire plus souvent, je suis d'avis que tous ceux qui tiennent à la culture politique suisse prennent la parole. Une manière de faire aussi brutale ne saurait être acceptée en silence.

**Vorsorgen in
Schweizer Franken.**



Agentur Auslandschweizer
Stefan Böni
Dorfstrasse 140, 8706 Meilen
+41 44 925 39 39, www.swisslife.ch/aso



Mietautos

Gross - Auswahl, 30 Min. ab ZH Airport!
zB. Monatsmiete inkl. 3000Km:

- Chevrolet Matiz Fr. 650.00
- Dacia Sandero Fr. 700.00
- Opel Vivaro 9Pl. Fr. 1750.00



www.ilg-mietauto.ch / Tel. 0041 52 720 30 60

Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

**SIP SWISS INSURANCE
PARTNERS®**

Tel +41 44 266 22 66
info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant.

www.sip.ch

Pension ~~net~~ capital de prévoyance = RentenTIP®

Notre stratégie gérance de fortune RentenTIP vous assure des versements réguliers de votre capital investi sur le long terme.

Communiquez-nous vos besoins financiers et nous vous fournirons une proposition bien adaptée.

Contactez-nous! Vous serez les bienvenus.



PRO TIP
PROTIP AG
CH 8546 - Islikon
Téléfon +41 52 369 05 65
Internet www.protip.ch
Email info@protip.ch

Associé avec
PROSALIS
ASSOCIATED WITH EQUITY
SOLUTIONS LTD
www.prosalis.ch

**Défendez vos intérêts,
votez en Suisse!**

www.aso.ch



La Suisse en un clic.

Informations, actualité, reportages, analyses sur la plate-forme multimédia indépendante en 9 langues: de Suisse, sur la Suisse. swissinfo.ch



swissinfo.ch
L'ACTUALITÉ SUISSE DANS LE MONDE

Les Allemands, nouveaux ennemis déclarés

La question des étrangers et de l'immigration a toujours été un thème de prédilection pendant les campagnes électorales.

Mais cette fois-ci, le débat ne porte pas sur des étrangers venus de loin mais sur nos voisins européens qui, grâce à la libre circulation des personnes, n'ont jamais été aussi nombreux en Suisse.

Par René Lenzin

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le nombre de résidents étrangers permanents en Suisse est passé de 1 406 430 en 1999 à 1 714 004 fin 2009, représentant ainsi 22% de la population. Si l'on inclut des personnes effectuant un séjour de courte durée et celles qui se trouvent dans le processus d'asile, ce nombre s'élève à 1 802 300 étrangers, soit 22,9%. On peut y ajouter environ 215 000 frontaliers qui viennent travailler en Suisse les jours ouvrables. L'Office fédéral de la statistique n'avait pas encore publié les chiffres définitifs de 2010 à la clôture de la rédaction. Mais on sait déjà que le nombre des étrangers a poursuivi sa croissance.

Si cette augmentation constante de l'immigration est le reflet du succès économique de la Suisse et de l'attractivité de son marché du travail, elle attise aussi la peur d'une surpopulation étrangère. Une peur récupérée par le mouvement écologique Ecopop qui entend limiter l'immigration par le biais d'une initiative populaire. Lancé début mai, ce projet demande de restreindre à 0,2% par an en moyenne l'augmentation de la population en Suisse, alors qu'elle était de 1,3% au cours des dernières années. Mais la politique s'est également emparée de cette peur, comme le révèle la campagne électorale actuelle, dont la question des étrangers constitue l'un des principaux thèmes.

Neuf sur dix sont originaires de l'UE

Cette thématique se résume à la libre circulation des personnes. Ce sont de moins en moins des immigrés à l'allure exotique et aux noms étrangers qui font la une mais de plus en plus des ressortissants européens. Leur nombre a augmenté de manière démesurée depuis que l'accord entre la Suisse et l'UE sur la libre circulation des personnes a pris effet en 2001. D'après un récent rapport de la Confédération, l'augmentation annuelle moyenne de la population étrangère est passée de 26 000 à 37 400. Les ressortissants de

l'UE et de la zone de libre-échange européen (AELE) totalisent 89% de cette hausse depuis 2001 alors qu'auparavant, presque aucun étranger n'était originaire de ces pays.

Les citoyens allemands et portugais ont enregistré les plus forts taux d'augmentation pendant ces dix dernières années. Si le nombre d'Allemands en Suisse entre 1992 et 2001 est passé de 87 000 à 119 000, soit 3,3% par an en moyenne, leur augmentation entre 2002 et 2010 est de 17,6% par an. A la fin de l'année dernière, 277 000 Allemands vivaient en Suisse, et presque autant de Portugais. Avant la libre circulation, leur croissance moyenne annuelle était de 3,7%. Ensuite, elle est passée à 8,7%.

Ce changement dans la structure de l'immigration a aussi modifié le discours politique, en particulier à gauche et dans les syndicats, où la traditionnelle approbation à une plus grande ouverture, voire à une adhésion à l'UE, est de moins en moins tranchée.

Aujourd'hui, leur politique d'immigration tend moins à mettre en œuvre des mesures d'intégration pour des étrangers disposant d'une formation médiocre qu'à prendre des mesures visant à protéger les classes moyennes de la concurrence étrangère sur le marché du travail et du logement. De l'autre côté de l'échiquier politique, l'Union démocratique du centre (UDC) se voit confortée dans son traditionnel scepticisme face à l'immigration. Elle exige que la Suisse régule à nouveau le nombre d'immigrés, ce qui nécessiterait de renégocier l'accord sur la libre circulation, voire de le résilier.

Le Conseil fédéral et les partis du centre comme les libéraux (PLR) et les démocrates chrétiens (PDC) s'opposent à cette revendication. Ils sont certes prêts à punir plus fortement certains abus dans les conditions de salaire ou de travail. Mais ils soulignent avant tout les aspects positifs de la libre circulation des personnes, qui fournit à la Suisse une main-d'œuvre qualifiée et a ainsi contribué

au succès économique de ces dernières années.

L'immigration pendant la crise

Le rapport de la Confédération évoqué ci-dessus confirme l'immigration de travailleurs très qualifiés. D'après les experts, cette tendance était apparue avant la libre circulation mais s'est accentuée après. La moitié des étrangers actifs arrivés en Suisse entre juin 2002 et mai 2009 étaient titulaires d'un diplôme de l'université ou d'une grande école. Un autre tiers avait obtenu une maturité ou achevé une formation professionnelle.

Quoi qu'il en soit, ce rapport montre aussi que les conséquences de la libre circulation des personnes ne sont pas toujours celles qui avaient été prédites. Un exemple: l'immigration nette a certes reculé lors de la récente crise économique par rapport à la phase précédente marquée par une conjoncture favorable, mais le surplus de la population étrangère s'est maintenu en 2009 et 2010 à un niveau «relativement élevé en comparaison à long terme». Il n'est pas encore possible de tirer des conclusions claires quant aux répercussions sur le chômage, plus élevé parmi les étrangers en dehors de l'UE/AELE.

Selon le rapport, ce phénomène n'est pas nouveau et ne dépend pas de la libre circulation des personnes. Toutefois, ce réservoir supplémentaire de candidats augmente les difficultés de ce groupe à retrouver un travail. Il en va de même dans les régions où les frontaliers sont nombreux. Apparemment, «il serait plus difficile à présent pour les demandeurs d'emploi d'y trouver du travail».

Jusqu'à présent, une nette majorité d'électeurs a approuvé la libre circulation des personnes lors de plusieurs votations. Les élections d'octobre montreront si le peuple souhaite rester sur cette voie ou accroître le pouvoir de ceux qui exigent des «contrôles rigoureux à l'arrivée», voire une limitation de l'immigration.



La Suisse marquerait un but contre son propre camp

Divers milieux ont lancé un appel en faveur de la renégociation de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu entre la Suisse et l'UE. Les cercles les plus radicaux avancent même l'idée que l'accord devrait être résilié en cas d'échec. La clause «guillotine» ne manquerait pas de renforcer l'isolement de la Suisse en raison du torpillage du paquet des «Bilatérales I». Par Peter Winkler

L'un des interlocuteurs roule des yeux: «On ne peut même pas l'imaginer.» Et l'autre d'enrager: «C'est la plus mauvaise idée compte tenu de la situation actuelle.» Le premier est un diplomate suisse en contact quotidien avec les représentants de l'UE à Bruxelles et ne les connaît que trop bien. Le second fait partie de l'état-major du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et s'est spécialisé dans les contacts avec la Suisse. En ce qui concerne les questions techniques, tous deux sont souvent amenés à défendre des positions opposées, mais cette fois-ci ils sont unanimes: si la Suisse venait à exiger la renégociation des accords bilatéraux, elle n'aurait aucune chance de succès, mais risquerait des dommages considérables.

Plusieurs raisons à cela: non seulement l'UE aurait par principe de graves difficultés à l'admettre mais, de plus, le moment serait particulièrement mal choisi.

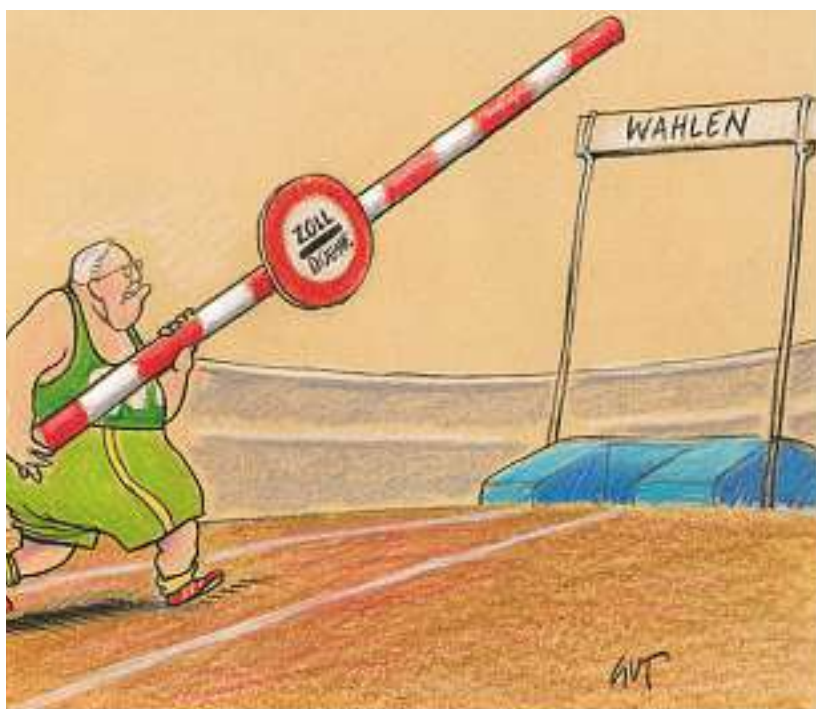
La crise de l'euro a fait vaciller les fondements de l'Union européenne. Comme l'euro, la libre circulation des personnes et des biens constitue l'un des piliers du grand marché intérieur et la monnaie unique est sans conteste le projet le plus avancé de l'intégration européenne. Petit rappel: après la Seconde Guerre mondiale, la réconciliation devait en premier lieu permettre de faire germer des progrès économiques tangibles, tandis que le volet politique de l'Union devait suivre plus tard. Simultanément à la crise de l'euro, des tensions au sujet de la libre circulation des personnes sont également apparues: le problème des Roms en France, le conflit entre la France et l'Italie au sujet des réfugiés économiques tunisiens et, pour terminer, l'annonce faite par le Danemark de rétablir les contrôles à ses frontières. La Commission européenne, gardienne des accords passés et donc garante de

l'intégration réalisée jusqu'ici, a réagi de manière très vive aux tentatives d'introduire des brèches dans la libre circulation des personnes même si le public n'a considéré ses réactions que comme des réprimandes verbales. Il ne faut pas s'imaginer que la Commission tendrait la main à la Suisse, un pays tiers, dans le cadre d'une procédure qui ne pourrait qu'affaiblir le principe de la libre circulation.

Blocage du bilatéralisme

Les rapports bilatéraux sont menacés de paralysie générale en cas de nouvelles négociations. La raison est évidente: l'UE exige que la Suisse reprenne et applique de manière plus rapide et plus cohérente le droit communautaire, de manière à limiter les distorsions de la concurrence entre les Etats membres et la Suisse. De plus, elle exige que les différences d'interprétation ou les conflits lors de l'application des accords bilatéraux puissent être réglés de manière institutionnalisée. Jusqu'à présent, elle ne disposait que de comités communs dans chacun desquels les deux partenaires ne pouvaient simplement dit – que constater leur désaccord.

Pour la Suisse, les difficultés sont nombreuses et la résistance forte pour diverses raisons. Mais aucune institution européenne n'en démordra, qu'il s'agisse du Parlement, de la Commission ou du Conseil des Etats membres. Vouloir encore renforcer le blocage de la situation par de nouvelles exigences de la part de la Suisse vis-à-vis de l'UE ne mènerait à rien.



INITIATIVE GEGEN MASSENEINWANDERUNG

Avec l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse», Christoph Blocher souhaite remettre un pied à l'étrier parlementaire. Un souhait qui ne remporte pas l'unanimité, même au sein de son parti.

Nouvelles exigences de l'UE

Un argument supplémentaire milite en faveur du refus de renégocier l'accord sur la libre circulation des personnes. L'UE souhaiterait que la Suisse reprenne toutes les nouveautés que la Directive de l'UE relative au droit de libre circulation et de séjour de 2004 a introduites. A la mi-juin, le Conseil fédéral, lors de sa rencontre avec le comité mixte responsable, a déclaré qu'il n'y voyait aucun intérêt, notamment en raison du fait que la Directive de 2004 délie le droit de séjour et le droit aux aides sociales des règles liées à l'activité lucrative encore en vigueur à l'heure actuelle. En cas de renégociation, il est certain que l'UE reviendrait à la charge et la Suisse se retrouverait en négociation, une situation qu'elle voulait précisément éviter.

PETER WINKLER a été correspondant de la NZZ à Bruxelles jusqu'en mai 2011; il est désormais en poste à Washington.

Nombreux points d'interrogation sur la sortie du nucléaire

Les cinq centrales nucléaires suisses couvrent environ deux cinquièmes de la production d'électricité annuelle. D'ici à 2034, le Conseil fédéral souhaite les retirer progressivement du réseau sans les remplacer. L'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables sont censés combler les manques. Le débat sur l'avenir de l'électricité est lancé et anime la campagne électorale.

Par René Lenzin



Le Gouvernement suisse est en train de prévoir un avenir énergétique sans énergie nucléaire nationale. Cette nouvelle stratégie est clairement une conséquence de Fukushima. Jusqu'à l'accident japonais, la majorité du Conseil fédéral souhaitait conserver l'option du nucléaire et entamer les processus de construction d'une nouvelle centrale. Mais depuis Fukushima, le vent a tourné. Fin mai, le Conseil fédéral a décidé la sortie graduelle du nucléaire – décision sur laquelle les quatre femmes au Conseil auraient eu une importante influence. Le gouvernement considère certes que les cinq centrales nucléaires suisses sont assez sûres pour fonctionner 50 ans. Mais elles seront ensuite retirées du réseau sans être remplacées. Cela signifie que Beznau I en Argovie sera fermée en 2019, Beznau II et Mühleberg dans le canton de Berne en 2022, Gösgen dans le canton de Soleure en 2029 et Leibstadt, aussi en Argovie, en 2034.

«Nous avons dû partir du principe qu'après Fukushima, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire n'avait plus aucune chance en votation populaire», a déclaré la ministre de l'Énergie Doris Leuthard. Il a donc fallu prendre rapidement une décision pour que la Suisse amorce son tournant énergétique à

temps. La ministre juge la sortie progressive du nucléaire «techniquement possible et économiquement viable». Toutefois, le Conseil fédéral n'a pas encore précisé la marche à suivre prévue. Il a l'intention de concrétiser sa stratégie d'ici à l'année prochaine dans un projet de loi basé sur:

- le développement de la force hydraulique, même si ce potentiel est limité car déjà fortement utilisé;
- le développement des énergies renouvelables (soleil, vent, géothermie) et fossiles (couplage chaleur-force, voire centrales au gaz à cycle combiné);
- une efficacité énergétique accrue grâce à des appareils plus économiques et une meilleure isolation des bâtiments;
- le développement des réseaux électriques intelligents (smart grid) en Suisse pour améliorer l'utilisation de la production décentralisée et optimiser la connexion au réseau européen;
- la mise en réseau et le développement des centres de recherche en énergie publics et privés.

Le Conseil fédéral espère que la restructuration de la production d'électricité permettra d'innover dans les technologies propres et de créer de nombreux emplois. Néanmoins, ce nouvel avenir de l'électricité ne sera pas gratuit. Le gouvernement estime que le coût économique de la restructuration et de la construction du parc de centrales et des mesures de réduction de la demande en électricité s'élèvera entre 0,4 et 0,7% du PIB. Ces suppositions et chiffres se révéleront-ils exacts? C'est l'une des nombreuses questions posées par la sortie du nucléaire. Mais cette proposition du Conseil fédéral doit d'abord rallier la majorité, au Parlement et au sein de la population.

La sortie est-elle politiquement possible?

Le Conseil fédéral a déjà surmonté un premier obstacle lorsque son scénario de sortie

a été approuvé en juin par le Conseil national. Une coalition de socialistes (PS), Verts, démocrates-chrétiens (PDC), Verts libéraux et bourgeois-démocrates (PBD) s'est prononcée pour. L'Union démocratique du centre (UDC) a voté contre. Les Libéraux-Radicaux (PLR) se sont abstenus car ils estiment qu'il est trop tôt pour prendre une décision scientifiquement fondée. Finalement, l'interdiction de nouvelles centrales nucléaires a obtenu une majorité aux deux tiers au Conseil national. C'est un résultat clair mais la majorité est fragile. En effet, lorsque le Conseil a dû poser les premières balises, il est apparu que le PS et les Verts entendent sortir du nucléaire plus rapidement que le Conseil fédéral et arrêter immédiatement la centrale de Mühleberg qu'ils jugent dangereuse, alors que le PDC et le PBD souhaitent au contraire limiter les possibilités de recours contre la restructuration et la construction de centrales.

Reste à voir si la coalition de sortie se maintiendra au Conseil des États car la Chambre Haute est réputée plus favorable au nucléaire que le Conseil national. A la clôture de la rédaction, on ne savait pas encore si le Conseil des États se pencherait sur le sujet en septembre ou après les élections. Si les deux Conseils approuvent la sortie du nucléaire et, par la suite, le concept de mise en œuvre du Conseil fédéral, il y aura encore une votation populaire.

Le virage énergétique est-il possible?

En 2010, la Suisse a consommé presque 60 milliards de kWh d'électricité. Le Conseil fédéral estime que, dans des conditions identiques, la consommation devrait s'élever à 90 milliards de kWh d'ici à 2050. La Suisse devrait alors non seulement remplacer l'électricité nucléaire mais aussi augmenter massivement la production ou l'importation de courant. Ces chiffres reflètent clairement le défi que devra relever le pays. D'autant plus que la consommation

électrique n'a cessé de croître ces dernières années. En 2010, elle avait augmenté de 4% par rapport à l'année précédente et de 14% par rapport à 2000. Certaines années, la surconsommation est due en partie à une forte baisse des températures qui entraîne des frais de chauffage plus élevés. Mais elle s'explique plus généralement par la croissance économique et l'augmentation de la population.

L'eau, la source d'électricité la plus importante en Suisse, a permis en 2010 de produire 56,5% de l'électricité. 38,1% provient des centrales nucléaires. C'est la part qui doit être remplacée d'ici à 2034. Les énergies renouvelables, excepté l'hydraulique, représentent à peine 2% de la production d'électricité et sont constituées à 50% par le solaire et l'éolien. Ces sources d'énergie ont certes enregistré de forts taux de croissance, mais dans un avenir proche, elles produiront à peine la quantité nécessaire pour combler la sortie du nucléaire. C'est pourquoi la Suisse sera obligée de couvrir provisoirement les

manques avec des centrales au gaz à cycle combiné ou en augmentant considérablement les importations. Ces deux solutions posent le problème de la protection climatique car les centrales au gaz produisent du CO₂ et le courant importé ne proviendra pas exclusivement de sources propres.

La Suisse veut-elle vraiment sortir du nucléaire?

Devant le Conseil national, la ministre de l'Énergie Doris Leuthard s'est montrée convaincue que la sortie était possible: «Le plan est là dans les grandes lignes. Il faut maintenant le préciser pour que vous disposiez des plans concrets lors de la consultation l'année prochaine. Nous avons trente ans devant nous. Tous les dix ans, nous devons produire neuf terawattheures d'électricité en plus. Nous en sommes capables et nous y arriverons. Mais nous devons retrouver nos manches dès aujourd'hui», a-t-elle déclaré. Mais où cette voie nous mène-t-elle? Vers un avenir vraiment sans nucléaire? La ministre

elle-même laisse planer de nombreuses interrogations: «Qui peut savoir aujourd'hui comment évoluera la technologie? Si la fusion nucléaire aboutit dans 30 ans et que l'énergie nucléaire se révèle de nouveau plus avantageuse, on pourra toujours réajuster la loi», tels sont les propos cités par la «NZZ am Sonntag» quatre jours après la décision du Conseil fédéral de sortir du nucléaire. Mais il faut décider en fonction des facteurs connus aujourd'hui et ils ne vont pas dans le sens «de nouveaux investissements coûteux dans la technologie nucléaire existante».

Sortir du nucléaire pour y revenir plus tard? C'est un scénario qui ne plaît pas beaucoup, ni aux partisans du nucléaire ni à ses détracteurs. Les premiers le trouvent trop onéreux et jugent la perte technologique en résultant quasi irrattrapable. Et les seconds ne veulent plus jamais miser sur l'énergie nucléaire, dangereuse et incontrôlable. Il y aura matière à discussion pendant la campagne électorale.



WEG DAMIT!

Laissez tomber!



Parti bourgeois-démocratique suisse
PBD

Oui.

Êtes-vous favorable à la sortie du nucléaire comme l'a proposé le Conseil fédéral?



Parti démocrate-chrétien suisse (PDC)

Oui.



PLR. Les Libéraux-Radicaux (PLR)

Oui.

Comment garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse à l'avenir?

Le PBD accorde une importance cruciale à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Nous encourageons autant une utilisation plus efficace de l'énergie que la production d'énergie en Suisse, sans oublier la réduction du CO₂. En favorisant les énergies renouvelables, nous maintenons la majeure partie de la chaîne de création de valeur dans nos régions. C'est pourquoi les projets innovants visant à utiliser des sources d'énergie alternatives et impliquant les assouplissements appropriés des lois en matière de construction et de protection doivent être soutenus.

En augmentant nettement la production d'énergies renouvelables. Le PDC mise sur la force hydraulique comme principale ressource pour assurer l'approvisionnement en électricité. En consolidant les réseaux électriques par des réseaux intelligents. En augmentant massivement l'efficacité énergétique dans tous les secteurs de la consommation afin de continuer à tirer profit du fort potentiel d'économies, notamment dans la rénovation des bâtiments. Le PDC ne s'opposera pas à une construction décentralisée de centrales éoliennes et à cycle combiné au gaz comme solution transitoire pour éviter une pénurie de l'approvisionnement.

Le PLR exige le passage aux énergies renouvelables. L'approvisionnement énergétique futur doit respecter quatre objectifs: la sécurité de l'approvisionnement, la sécurité de la production énergétique pour l'être humain et l'environnement, la compétitivité des prix et la protection du climat. La stratégie du PLR repose sur trois piliers: plus de marché, une offensive en faveur des énergies renouvelables et une meilleure efficacité énergétique. Cette stratégie permettra d'empêcher les pénuries d'approvisionnement dans les années à venir.

Comment la Suisse doit-elle concevoir ses relations avec l'UE: collaboration étroite et ouverture ou l'Aléin-gang?

Le PBD s'oppose à une adhésion à l'UE, mais soutient clairement et sans ambiguïté la voie bilatérale et l'accord avec l'UE relatif à la libre circulation des personnes. Il est dans l'intérêt de la Suisse d'entretenir avec l'UE des relations solides, pragmatiques et amicales, tout en défendant vigoureusement sa souveraineté et ses propres intérêts. La politique européenne du PBD soutient les efforts visant à la stabilité économique et sociale du continent, car cela est clairement dans l'intérêt de la Suisse.

Le PDC ne veut ni adhérer à l'UE ni suivre la voie de l'isolement. Il soutient la politique européenne du Conseil fédéral. Il œuvre en faveur de la poursuite et de l'extension de la voie bilatérale, qui est une réussite et rallie une majorité de Suisses. Ce qui compte, c'est de conserver notre marge de manœuvre, d'assurer un accès approprié au marché et de garantir la sécurité juridique. Pour le PDC, il n'est pas question de reprendre automatiquement les lois européennes. La résiliation de la libre circulation des personnes n'est pas à l'ordre du jour.

La voie bilatérale est la voie royale pour la Suisse. Nous refusons d'adhérer à l'UE. Les accords confèrent d'énormes avantages à notre pays et ne menacent pas l'indépendance de la Suisse. Notre taux de chômage de 2,9%, le plus bas d'Europe, le prouve. Il s'agit à présent de renforcer la voie bilatérale. Le PLR refuse de suivre automatiquement les lois de l'UE ou d'amoinrir la souveraineté fiscale des cantons et de la Confédération.

Quelles sont les intentions de votre parti pour les Suisses de l'étranger?

Le PBD est conscient de l'importance des Suisses de l'étranger et prête une oreille attentive à leurs demandes. Mais ce parti encore en construction n'est toujours pas représenté dans tous les cantons, il n'a donc pas encore adopté de position générale au sujet des demandes des Suisses de l'étranger. Il a prévu de le faire dans les quatre années à venir.

Nous œuvrons en faveur des écoles suisses à l'étranger. Nous luttons pour le maintien de l'offre de swiss-info. Nous demandons une simplification de l'exercice des droits politiques des Suisses de l'étranger et des primes de caisse-maladie raisonnables pour les Suisses vivant dans l'UE. Nous sommes pour une forte intégration civique des Suisses de l'étranger en améliorant l'information politique.

Au cours des dernières années, le PLR a œuvré en faveur de thèmes essentiels pour les Suisses de l'étranger. Nous avons par exemple insisté pour que le droit de vote électronique (e-Voting) soit mis en place au plus vite. Nous nous engageons aussi pour un réseau extérieur consulaire et diplomatique complet et pour une augmentation du nombre de consuls honoraires. L'accord de libre-échange avec les pays émergents revêt aussi une grande importance pour les Suisses de l'étranger. Ces demandes sont essentielles pour une Suisse moderne et ouverte, telle que la souhaite le PLR.



Parti écologiste suisse (les Verts)



Parti vert'libéral suisse (PVL)



Union démocratique du centre (UDC)



Parti socialiste suisse (PS)

Oui.

L'avenir énergétique des Verts est basé sur les trois E: économies, efficacité énergétique et énergies renouvelables. Cela doit permettre d'arrêter d'ici 2029 les cinq centrales nucléaires suisses sans avoir à en construire une nouvelle. Les Verts reprennent cette revendication dans l'initiative pour la sortie du nucléaire lancée au printemps. La baisse de la consommation peut remplacer les centrales de Mühleberg et Beznau I et II, voire plus. Le développement des énergies renouvelables va permettre de produire d'ici 2029 autant d'électricité que celle produite aujourd'hui par les centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt.

Oui.

Les Vert'libéraux misent sur les trois piliers que sont l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la politique énergétique extérieure. Nous sommes contre de nouvelles centrales nucléaires et pour une sortie progressive du nucléaire. D'énormes potentiels d'efficacité énergétique sont inexploités. Il faut favoriser les renouvelables, par exemple en abrogeant la limitation de la rétribution du courant injecté. Avec l'initiative populaire «Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie», les Vert'libéraux vont dans le bon sens. Il est aussi nécessaire d'investir à l'étranger, dans les parcs éoliens au Nord de l'Europe et les capteurs solaires au Sud.

Non.

La Suisse va conserver son mix électrique à l'avenir. La part des énergies renouvelables va sûrement augmenter mais elles ne pourront pas remplacer le nucléaire à cause du manque de possibilité de stockage et de la dépendance des facteurs naturels. En cas d'éventuelle sortie du nucléaire, on a besoin pour la charge de base d'une source d'énergie présentant des conditions similaires, soit, à l'heure actuelle, les combustibles fossiles (gaz, charbon, pétrole) qui présentent aussi des inconvénients (dépendance de l'étranger, émissions).

Oui.

Notre initiative Cleantech est la solution pour l'approvisionnement énergétique du futur. Son but est que tous les besoins énergétiques de la Suisse soient couverts au moins à moitié par des énergies renouvelables à partir de 2030 et que la consommation d'énergie soit réduite grâce à des mesures d'efficacité énergétique. En investissant dans les énergies renouvelables et les technologies propres, nous créons en Suisse une nouvelle branche économique durable et des emplois régionaux.

Vu la situation géographique de la Suisse et son interdépendance économique et sociale, l'«Alleingang» est une illusion politique. Outre cette «contrainte matérielle», il existe d'autres bonnes raisons de collaborer étroitement avec l'UE: les questions écologiques, politico-économiques et sociales échappent de plus en plus à l'influence des Etats-nations. C'est pourquoi les Verts misent sur l'ouverture politique. Pour eux, une adhésion à l'UE n'est souhaitable que si les processus de démocratie directe en Suisse sont maintenus.

La Suisse est située au cœur de l'Europe, elle est politiquement, économiquement et culturellement très liée à l'UE. Pour les Vert'libéraux, il est clair que la Suisse doit avoir sa part de responsabilité en Europe, car son bon niveau de vie dépend des échanges internationaux. La voie bilatérale a fait ses preuves et doit donc être poursuivie. Cette voie répond aussi bien au besoin d'interconnexion qu'à celui d'indépendance. Un avenir commun requiert toutefois une ouverture à des approches différentes.

L'UDC est le seul parti à avoir toujours lutté avec véhémence contre une adhésion à l'UE. Elle est pour la voie bilatérale mais pas sans condition. Ces contrats ne doivent pas entraîner un rapprochement avec l'UE mais respecter les intérêts de la Suisse. Tous les pays font valoir leurs intérêts dans leur politique étrangère. La Suisse doit faire de même. Elle a beaucoup à offrir et doit négocier en conséquence. Elle ne doit pas conclure de contrats affaiblissant sa souveraineté et son indépendance.

Le PS veut maintenir et renforcer les contrats entre la Suisse et l'UE. Il est essentiel de consolider les mesures complémentaires pour la libre circulation des personnes sur le marché du travail et du logement et dans la formation. Le PS est également favorable au nouvel accord sur la politique agricole et énergétique ainsi qu'à une plus grande équité fiscale, même par rapport à l'UE. Il est vrai que la voie bilatérale est douteuse sur le plan politico-démocratique. Le PS ne veut pas adhérer passivement à l'UE sans droits de codécision mais lutter au sein de l'UE pour une Europe sociale, démocratique et unie.

Nous allons poursuivre notre engagement en faveur des Suisses de l'étranger. Quelques exemples: Antonio Hodggers, conseiller national genevois et président du groupe des Verts, est membre du Conseil des Suisses de l'étranger; tous les conseillers aux Etats des Verts ont signé à la session d'été 2011 l'initiative pour une loi sur les Suisses de l'étranger. Nous soutenons les mesures visant à faciliter la défense des droits politiques à l'étranger. Nous avons l'intention d'ajouter sur notre site Internet une plate-forme pour les Suisses de l'étranger.

Jeune et petit, le parti vert'libéral ne dispose que de ressources limitées et c'est pourquoi nous nous concentrons avant tout sur la Suisse. Mais nous sommes conscients que la «Cinquième Suisse» est, pour ainsi dire, le quatrième plus grand «canton» et que son importance mérite d'être prise en considération.

Notre section des Suisses de l'étranger, UDC International, est très active et peut, comme une section cantonale, s'investir dans toutes les commissions du parti et influencer leur politique. Pour les élections 2011, l'UDC International présente ses propres listes dans neuf cantons. Les électeurs à l'étranger peuvent ainsi voter pour des candidats suisses de l'étranger dans les cantons de Zurich, Genève, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Soleure, Schaffhouse, Schwytz et les Grisons. Sur le plan politique, l'UDC lutte pour la préservation des valeurs suisses et pour l'indépendance de la Suisse.

Le PS tient à renforcer la voix des Suisses de l'étranger dans la politique suisse et leur propose des listes électorales internationales pour se porter candidats au Conseil national. Une pétition du PS demande en outre l'introduction immédiate et généralisée du vote électronique (e-Voting). Le PS s'oppose à une politique de rigueur au détriment de la «Cinquième Suisse» qui porterait atteinte au service public dans les consulats, à la qualité des écoles suisses et des informations de la «Revue Suisse» et de swissinfo.



Pas de Suisse, sans nous.

**Ma Suisse,
ma famille,
notre avenir.**

www.pdc.ch



PLR

Les Libéraux-Radicaux
International

Bilatérales oui, adhésion non Par amour de la Suisse.

Votez pour
nos candidats,
votez pour vos
exigences.

Les bilatérales contribuent à la création d'emplois et à la prospérité de la Suisse. Elles lui permettent de rester politiquement indépendante et économiquement forte. Il est nécessaire de signer des accords de libre-échange supplémentaires pour assurer à la Suisse l'accès à de nouveaux marchés émergents. Le **PLR. Les Libéraux-Radicaux** s'engage pour la cinquième Suisse – sans jeu politique: www.fdp-international.com/de/wahlen-2011

Le PLR international s'engage

- > pour la poursuite de la voie bilatérale
- > contre l'adhésion à l'UE et pour plus d'accords de libre-échange
- > pour une immigration sous contrôle: des restrictions claires pour les immigrants non-qualifiés

Elections 2011:

**Donnez votre voix à un candidat suisse
de l'étranger de l'UDC International!**

**Nous nous présentons dans les cantons
suivants avec nos propres listes :**



Argovie



Bâle-Ville



Genève



Grisons



Schaffhouse



Schwyz



Soleure



Zurich

**Informations supplémentaires sur nos candi-
dats et notre section à l'adresse internet**

www.udc-international.ch



Les Suisses votent UDC – en Suisse et à l'étranger

Chaîne du Bonheur

Carte de visite de la Suisse humanitaire

La Chaîne du Bonheur (ou Swiss Solidarity, appellation de la Fondation à l'étranger) vient en aide depuis 1946 aux personnes confrontées à des situations d'urgence en Suisse et à l'étranger. Suite à des catastrophes, elle lance des appels de fonds auprès de la population de Suisse via les médias en vue de financer et de suivre des projets d'aide ciblés mis en œuvre par 31 organisations d'entraide partenaires suisses. En 2010, la Chaîne du Bonheur était engagée dans 247 projets et 47 pays pour un montant de CHF 167,7 millions.

Comment fonctionne la Chaîne du Bonheur?

- Elle soutient des projets humanitaires en Suisse et à l'étranger.
- En collaboration avec l'Organisation des Suisses de l'étranger et sa fondation «Schnyder von Wartensee», la Chaîne du Bonheur peut aussi aider les Suisses de l'étranger victimes de catastrophes naturelles en cas de rigueur.
- Avec l'argent collecté, la Chaîne du Bonheur finance des projets d'aide d'urgence, à la reconstruction et au redémarrage économique.

Vous pouvez aussi contribuer à l'élan de générosité et au rayonnement de la tradition humanitaire suisses. Informations sur www.bonheur.ch ou www.swiss-solidarity.org.



Swiss Solidarity |
www.swiss-solidarity.org |

L'OSE est partenaire de la Chaîne du Bonheur

Promesses et réalités

La campagne électorale est toujours une période de grandes annonces et de belles promesses qui, pour la plupart, tombent vite aux oubliettes une fois le quotidien politique de retour. C'est pourquoi nous avons récapitulé les résultats des projets de loi concernant directement les Suisses de l'étranger votés au Conseil national au cours des quatre dernières années.

Le tableau ci-après présente en deux groupes les projets de loi soumis au vote pendant la législature qui s'achève (2008-2011): ceux concernant directement les Suisses de l'étranger et ceux pouvant avoir des répercussions sur eux. C'est les votes des groupes qui sont représentés et non pas ceux de chaque parlementaire. Quand la répartition des voix est serrée, les chiffres exacts sont indiqués.

Projets de loi – incidence directe	PS	Verts	PDC	PLR/Lib.	PBD	UDC	Votation
Augmentation de CHF 15,4 à CHF 20 millions du crédit prévu par le Conseil fédéral pour les écoles suisses à l'étranger. L'UDC avait demandé de l'augmenter à 17 millions seulement.	■	■	■	■	PARTI PAS ENCORE FONDÉ	▼	CONSEIL NATIONAL DÉC. 2007
Représentation politique: Carlo Sommaruga (PS) avait demandé par une initiative parlementaire que des sièges soient réservés aux Suisses de l'étranger au Parlement (nombre non fixé).	■	16:15 ■	■	■	PARTI PAS ENCORE FONDÉ	▼	CONSEIL NATIONAL SEPT. 2008
Pas de réduction de CHF 0,5 million du crédit alloué à la «Revue Suisse» comme proposé par le Conseil fédéral (demande de C. Sommaruga, PS).	■	■	17:13 ▼	▼	PARTI PAS ENCORE FONDÉ	▼	CONSEIL NATIONAL DÉC. 2008
Base légale pour le financement des diverses tâches de la Confédération en rapport avec les Suisses de l'étranger. (Demande du Conseil fédéral).	■	■	■	■	■	▼	CONSEIL NATIONAL MARS 2009
Crédit supplémentaire pour couvrir le découvert de la caisse de pension des écoles suisses à l'étranger. (Demande du Conseil fédéral).	■	■	■	■	■	▼	CONSEIL NATIONAL JUN 2009
Suppression du droit à la double nationalité pour les nouveaux naturalisés. (Motion: Jasmin Hutter, UDC)	▼	▼	▼	▼	▼	■	CONSEIL NATIONAL MARS 2010
Élimination des obstacles financiers en cas de réintégration. (Motion: Antonio Hodgers, PS)	■	■	22:12 ▼	▼	▼	▼	CONSEIL NATIONAL MARS 2010
Ajustement des rentes AI des bénéficiaires vivant à l'étranger au pouvoir d'achat du lieu de résidence. (Initiative parlement.: UDC)	▼	▼	15:15 ●	13:11 ▼	■	■	CONSEIL NATIONAL DÉC. 2010
Indemnisation appropriée des membres du Parlement élus au Conseil national en tant que Suisses de l'étranger.	■	■	■	■	■	31:22 ▼	CONSEIL NATIONAL DÉC. 2010
Simplification de la réinscription au registre électoral: les électeurs suisses de l'étranger n'ont plus à renouveler leur inscription. (Initiative parlement.: Thérèse Meyer-Kaelin, PDC)	■	■	■	■	■	■	CONSEIL NATIONAL MARS 2011
Projets de loi – répercussions possibles	PS	Verts	PDC	PLR/Lib.	PBD	UDC	Votation
Introduction des passeports biométriques	▼	▼	■	■	PARTI PAS ENCORE FONDÉ	■	CONSEIL NATIONAL JUN 2008
Maintien et extension de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE	■	■	■	■	PARTI PAS ENCORE FONDÉ	▼	CONSEIL NATIONAL JUN 2008
Accord d'assistance administrative entre les États-Unis et la Suisse pour les affaires bancaires	▼	10:7 ▼	■	■	■	▼	CONSEIL NATIONAL JUN 2010

■ ACCORD ▼ REFUS ● INDÉCIS

Candidats de l'étranger

Le nombre de candidates et de candidats de l'étranger n'a jamais été aussi important que pour ces élections. Certains partis, tels l'UDC et le PS, ont différentes listes internationales dans plusieurs cantons, d'autres intègrent les Suisses de l'étranger candidats dans leurs listes cantonales. Nous présentons ci-après deux candidates et deux candidats de l'étranger, illustrant le large éventail de candidatures.



Marcel Lewandowski, 61 ans, candidat du PBD Schwyz, domicilié à Sao Paulo, au Brésil, avocat et homme d'affaires

«Mon père déjà avait émigré de Suisse et ouvert une fabrique de bicyclettes au Brésil. J'ai donc vécu toute ma vie au Brésil. Ma famille a cependant toujours entretenu le

lien avec la Suisse, nous avons des nurses qui venaient de Suisse – j'ai aussi deux frères et une sœur – et nous avons conservé la maison du grand-père à Steinen, dans le canton de Schwyz. J'ai toujours considéré la Suisse comme mon pays, au même titre que le Brésil. A l'avenir, je peux très bien imaginer vivre la plupart du temps en Suisse. Je resterais cependant très lié au Brésil, car c'est là que vivent ma fille et mes deux fils.

Je dois mon entrée sur la scène politique suisse à mon cousin. C'est lui qui m'a signalé que les Suisses de l'étranger peuvent aussi être candidats au Parlement. J'ai donc considéré les différents partis et constaté mon profond accord avec les idées du PBD. Je ne sais pas encore à quels sujets je veux me consacrer en particulier. Je dois encore en discuter de manière approfondie avec mon parti. C'est pourquoi je ne souhaite pas encore faire de déclarations politiques en public. Cependant, j'ai une grande expérience en matière de transmission, puisque je participe également à deux fondations d'utilité publique au Brésil. Pour la campagne électorale, j'ai engagé deux collaborateurs qui me conseillent: un directeur de campagne et une étudiante en politologie. Si j'étais élu, je devrais réorganiser toute ma vie. Je louerais certainement un appartement à Berne pour y passer la moitié de l'année. Ma femme est certes Brésilienne, mais elle a étudié en Suisse dans un internat à Montreux. C'est pourquoi elle viendrait

volontiers s'installer en Suisse. Pour mes affaires au Brésil, j'établirais sans problème un plan de succession avec mes enfants.



Helen Freiermuth, 53 ans, candidate du PLR Zurich, domiciliée à Yantai, en Chine, depuis 2010, auparavant dans d'autres pays, enseignante du primaire et employée de commerce HKG

«J'ai déjà mené une action politique dans les années 1990 dans le canton de Zurich, dans la commission scolaire à Bassersdorf et dans la commission de contrôle des comptes de Freienstein-Teufen. Ma première candidature au Conseil national il y a quatre ans n'est pas de mon fait, le parti me l'avait demandé et, étonnamment, j'ai obtenu beaucoup de voix. Depuis, je suis active au sein du PLR International et ma candidature actuelle en est la suite logique. Je m'engage désormais intensément dans la campagne électorale. Ainsi, je traite de sujets sur mon site Internet (www.helen-freiermuth.ch), je fais une campagne par e-mail, je passerai avant les élections deux fois quelques semaines en Suisse afin de participer à des manifestations électorales et au Congrès des Suisses de l'étranger. Je me suis rendue fréquemment en Suisse au cours des dernières années, peut-être quatre à cinq fois par an.

Si je devais être élue, je pourrais être facilement présente en Suisse pendant les sessions de Berne, puisque mes deux filles sont déjà adultes. Mon travail politique n'est bien sûr possible que grâce au soutien sans faille de mon mari. Moi-même, je ne suis pas autorisée à travailler en Chine, je ne suis que la «conjointe accompagnatrice», selon la désignation chinoise officielle. Si j'étais élue au Conseil national, j'essaierais bien entendu de défendre les intérêts des Suisses de

Tous les candidats sur Internet

La liste de tous les candidats domiciliés à l'étranger est publiée sur le site Internet de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) et mise à jour régulièrement, le délai de candidature se terminant dans certains cantons quelques semaines seulement avant les élections. www.aso.ch -> politique

Candidats membres du Conseil des Suisses de l'étranger

Sont candidats au Conseil national:

Antonio Hodggers, Les Verts, canton de Genève
Hans Kaufmann, UDC, canton de Zurich
Peter Simon Kaul, UDC, canton de Zurich

Christa Markwalder, PLR, canton de Berne
John McGough, UDC, canton de Zurich
Roman Rauper, UDC, canton de Zurich
André Reymond, UDC, canton de Genève
Audrey Ruchet Bach, PS, canton de Genève
Rolf B. Schudel, UDC, canton de Bâle-Ville
Carlo Sommaruga, PS, canton de Genève
Reinhard Süess, PS, canton de Zurich

Est candidat au Conseil des États:

Filippo Lombardi, PDC, canton du Tessin

Vous trouverez également les noms de tous les membres du **groupe parlementaire «Suisses de l'étranger»** sur www.aso.ch -> politique

PREMIER VOTE ÉLECTRONIQUE

Les Suisses de l'étranger inscrits au registre électoral d'une commune des cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, des Grisons et de Saint-Gall pourront voter électroniquement aux élections du 23 octobre 2011. Le Conseil fédéral a approuvé la demande de ces quatre cantons pour un essai de l'E-Election. Environ 21 500 Suisses de l'étranger pourront ainsi voter électroniquement. Cette possibilité n'existe pas encore en Suisse. La chancelière de la Confédération, Corina Casanova, a déclaré que E-Voting est un projet clé de la chancellerie d'État qui sera développé le plus vite possible si les tests sont positifs. (be)

l'étranger au Parlement. Je souhaite surtout m'engager pour quelque chose et non contre les autres. J'ai parfois l'impression que nous, Suisses de l'étranger, sommes traités par la Suisse comme des citoyens de second rang, le contact avec les autorités est souvent difficile. Il me semble aussi que le potentiel représenté par les Suisses de l'étranger est trop peu utilisé. Voici ma vision depuis la Chine: la Suisse est centrée sur elle-même et réalise trop peu combien l'Asie est devenue importante.



Hans Peter Bieri, 46 ans, candidat de l'UDC Soleure, domicilié à Bangkok, en Thaïlande, depuis 2008, auparavant dans différents pays, secrétaire administratif du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

«La politique m'a toujours intéressé. C'est pourquoi j'ai cofondé en 1992 l'UDC International. Mis à part cela, je n'étais jusque-là pas très engagé en politique. Lorsque le parti m'a demandé si je poserais ma candidature pour le Conseil national cette année, j'ai accepté. Je n'ai pas longtemps hésité. A mon sens, les Suisses vivant à l'étranger ne sont pas vraiment représentés au Parlement de Berne. Certains politiques s'engagent certes pour les intérêts des Suisses de l'étranger, mais une représentation de l'étranger aurait certainement plus de poids. Trois questions priment selon moi: l'introduction du e-voting, la réintroduction de l'AVS volontaire pour tous les Suisses de l'étranger et une propre circonscription, pour ainsi dire un canton, pour les Suisses de l'étranger. Ainsi, ils pourraient aussi être représentés au Conseil des Etats. Je n'ai pas demandé l'accord de mon employeur pour ma candidature. Je considère que, en tant qu'employé de la Confédération, j'ai moi aussi le droit d'exercer mes devoirs de citoyen. Certains sujets sont cependant tabous pour moi: étant collaborateur du DFAE, je ne suis pas autorisé par exemple à m'exprimer publiquement sur la politique étrangère ou sur les affaires du Département. Cela ne me dérange pas, car la politique étrangère n'est pas le thème pour lequel je m'engage. La problématique des étrangers est certes le problème le plus urgent de la Suisse, mais elle ne relève pas de politique étrangère, donc je peux m'engager dans ce domaine. Je trouve grave que les conséquences de la libre circulation des individus aient été dissi-

mulées aux citoyens. Nous devons reprendre les négociations – et non renégocier ou dénoncer l'accord. Si j'étais élu au Conseil national, je devrais prendre un long congé sans solde, car je devrais renoncer à mon poste à l'étranger. Mais cela reste très hypothétique, mes chances d'être élu étant très faibles.»



Franziska Bieri, 34 ans, candidate du PS de Zurich, domiciliée à Sofia, en Bulgarie, depuis 2010, auparavant aux Etats-Unis pendant dix ans

«Je suis membre du PS International depuis des années et on m'a demandé si je souhaitais être candidate au Conseil national. Je me suis intéressée à la politique dès le gymnase, à Bienne et, même pendant les études – j'ai étudié la sociologie et la science politique à l'université d'Etat de Géorgie à Atlanta –, la politique a toujours fait partie de ma vie. J'habite actuellement en Bulgarie, pays d'origine de mon conjoint. Il est économiste, vient de Sofia, et nous nous sommes rencontrés pendant nos études aux Etats-Unis. Aujourd'hui, en tant que professeur et chercheur, je m'occupe surtout de mondialisation mais aussi du rôle des organisations non gouvernementales et des mouvements internationaux. Je connais les problèmes politiques de la Suisse, je passe au moins un mois tous les ans dans mon pays, mais je n'en connais naturellement pas tous les détails aussi bien que la classe politique suisse. Au cours des derniers mois, j'ai eu des échanges intenses avec mes collègues de parti, qui m'ont permis de recueillir bon nombre de nouveaux points de vue. Car les perspectives de l'intérieur et de l'extérieur sont deux choses bien distinctes. Je passe le mois d'août en Suisse afin de pouvoir participer à des manifestations électorales, des podiums et des débats. Je suis particulièrement impatiente d'échanger mes idées avec les autres Suisses de l'étranger. Si j'étais élue, je devrais quelque peu réorganiser ma vie. Pendant les sessions, je pourrais certainement confier ma fille de sept ans à ma famille en Suisse. De plus, mon mari me soutient pleinement dans mon engagement. Mes thèmes de prédilection sont bien entendu liés à mes expériences. En matière de politique extérieure, de mondialisation, de sécurité et de justice, je pourrais certainement apporter quelque chose. Je pense que le principal défi politique est le fossé grandissant entre pauvres et riches, dans le monde comme en Suisse.»

SMARTVOTE, UNE AIDE AU VOTE

Smartvote est une aide au vote en ligne conçue scientifiquement et pour les élections communales, cantonales et nationales en Suisse. Comme lors des élections de 2007, Smartvote est partenaire de la «Revue Suisse» cette année encore.

Smartvote vise à:

- améliorer la transparence avant les élections et offrir aux électeurs un nouveau mode de sélection ciblée;
- augmenter l'intérêt de la politique dans la population;

– montrer le potentiel de la démocratie et du vote électronique («E-Democracy» et «E-Voting»)

À l'aide d'un grand nombre de questions sur leurs valeurs et opinions, les profils politiques des candidats sont saisis puis enregistrés dans une base de données. Les électeurs peuvent remplir le même questionnaire en ligne et déterminer ainsi les candidats ou partis qui leur correspondent le mieux sur le plan politique. Un smartspider est élaboré à partir des réponses. Il s'agit d'une analyse graphique des positionnements politiques sous forme de toile d'araignée.

Smartvote a été utilisé pour la première fois pour les élections du Conseil national et du

Conseil des Etats en 2003. Pour les élections de 2011, Vimentis offre désormais une aide au vote similaire.

Il peut être intéressant de comparer les deux profils vu que le choix des thèmes et des questions influencent le résultat. Smartvote et Vimentis soumettent les questions aux partis politiques pour qu'ils prennent position avant que le système ne soit rendu accessible au public sur Internet.

www.smartvote.ch

www.vimentis.ch -> wahlen

Séminaire pour les jeunes : «Élections au Parlement suisse» 17.10.–24.10.2011

L'OSE encourage les jeunes, en particulier ceux qui ont depuis peu l'âge de voter, à participer aux élections du 23 octobre. Pendant la semaine précédant le week-end électoral, l'OSE propose un séminaire qui fera découvrir les coulisses de la campagne. Ce séminaire portera sur le fonctionnement des élections, le vécu des candidats pendant la campagne et leurs motivations ainsi que sur les objectifs des partis et la couverture médiatique.



La conseillère fédérale Calmy-Rey en discussion avec des jeunes Suisses de l'étranger

Les jeunes découvriront le système politique suisse et rencontreront des candidats aux élections parlementaires, avec lesquels ils pourront s'entretenir. Ils assisteront en direct aux informations retransmises par les télévisions, les radios et les journaux. Enfin, ils vivront avec les partis l'agitation du jour de l'élection et analyseront ensuite les résultats avec des experts.

Retour en Suisse pour étudier ou entreprendre une formation professionnelle

Chaque année, de nombreux jeunes citoyens suisses établis à l'étranger font le pas : ils laissent derrière eux famille, amis et arrivent dans leur patrie d'origine pour étudier, entamer un apprentissage ou perfectionner leurs connaissances de l'une ou l'autre langue nationale. L'association AJAS renseigne sur les possibilités qui leur sont offertes.

Conscients de l'excellente qualité de l'éducation en Suisse, ces jeunes évoquent en outre diverses raisons qui les ont encouragés à faire ce choix. Souvent, il s'agit du désir de connaître mieux leur culture d'origine. Parfois, l'envie de changement ou même le goût de l'aventure peuvent aussi constituer un moteur. Selon les cas, cette démarche relève de l'évidence, alors que pour d'autres, elle

est plutôt le fruit d'une longue réflexion ou quelquefois simplement celui du hasard.

Quoi qu'il en soit, il est essentiel de préparer au mieux son départ... et son arrivée en Suisse. Et pour cela, l'Association pour l'encouragement de la formation de jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger (AJAS) est à disposition. Elle fournit de la documentation et des informations générales sur les possibilités d'acquiescer une formation en Suisse. Si nécessaire, elle peut également apporter un soutien administratif dans les démarches visant à bénéficier d'une bourse cantonale.

Sous certaines conditions, AJAS octroie des subsides complémentaires sous forme de bourse ou de prêt sans intérêt. Le secrétariat d'AJAS, situé sous le même toit que l'Organisation des Suisses de l'étranger, se tient à disposition :

AJAS, Alpenstrasse 26, 3006 Berne
tél. +41 31 356 61 04, fax +41 31 356 61 01
e-mail: ajas@aso.ch

Publicité

Conseil OSE

**Je vis à l'étranger et j'ai cotisé à l'AVS.
A partir de quel âge puis-je percevoir
une rente de l'AVS?**

L'âge légal de la retraite en Suisse est de 64 ans pour les femmes et de 65 ans pour les hommes. Il est possible d'anticiper le droit à la rente de 1 ou 2 ans. Toutefois, le fait d'anticiper l'âge de la retraite aura un effet sur le montant de la rente AVS qui sera dès lors réduit tout au long de la retraite. Ainsi, l'anticipation de la rente d'une année implique une réduction de la rente de 6,8 % et l'anticipation de 2 ans, une réduction de 13,6 % jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite. Ensuite, le montant de la réduction de la rente est recalculé. Il est à noter que le droit d'anticiper la rente est un droit individuel, ce qui signifie qu'une personne mariée peut demander le versement anticipé de sa rente, indépendamment du conjoint. La demande d'anticipation de la rente doit être déposée auprès de l'autorité compétente qui, selon le lieu de résidence de la personne intéressée, est soit l'institution d'assurance locale (bien spécifier qu'il s'agit d'une demande anticipée de la rente), soit la caisse suisse de compensation :

*Caisse suisse de compensation CSC
avenue Edmond-Vaucher 18,
case postale 3100, CH-1211 Genève 2,
tél.: +41 22 795 91 11, fax: +41 22 795 97 05,
web: www.zas.admin.ch*

Il est conseillé de déposer cette demande 3 à 4 mois avant d'atteindre l'âge auquel on souhaite toucher sa rente. La perception de la rente AVS implique la suppression de rentes AI ou de survivants éventuellement perçues jusque-là. Pendant la durée d'anticipation, il n'est pas versé de rente pour enfants.

A noter que de la même manière qu'il est possible d'anticiper le droit à la rente AVS, il est également possible de demander son ajournement de 1 à 5 ans. Cela aura pour effet d'augmenter le montant de la rente.

Prévoyance optimale – avec Soliswiss

Assurances-vie, assurances-maladie, épargne et protection contre les risques politiques

SOLISWISS

Souhaitez-vous un entretien de conseil personnel ? www.soliswiss.ch, T +41 31 380 70 30



Pour plus de détails, veuillez consulter les mémenti avs-ai : <http://www.ahv-iv.info/> Pour déterminer l'Etat compétent pour déposer la demande de rente, veuillez consulter le site de la Centrale de compensation CdC : www.zas.admin.ch (cliquez «Caisse suisse de compensation CSC» -> «Présentation d'une demande» et ensuite choisissez le lien correspondant).

Camps d'hiver pour les 8 à 14 ans

Skieurs, snowboarders, débutants ou avancés: nos camps d'hiver proposent aux jeunes Suisses de l'étranger âgés de 8 à 14 ans des séjours inoubliables!

Camp d'hiver Sedrun (GR) :

Date: du mardi 27 décembre 2011 au jeudi 5 janvier 2012
 Nombre de participants: 48
 Coût: CHF 900.- Lagerbeitrag
 Location de skis ou de snowboard: env. CHF 150.-. Date de fin des inscriptions: 30 octobre 2011.

Camp d'hiver Arolla (VS) :

Date: du mardi 27 décembre 2011 au jeudi 5 janvier 2012
 Nombre de participants: 36
 Coût: CHF 900.- Lagerbeitrag
 Location de skis ou snowboard: env. CHF 150.-. Date de fin des inscriptions: 30 octobre 2011.

Inscription

Les données exactes sur les camps d'hiver et le formulaire d'inscription seront disponibles à compter du 15 septembre 2011 à l'adresse www.sjas.ch («Nos prochaines activités»). Des réductions sont octroyées sous présentation de justificatifs.

Le formulaire correspondant peut être commandé sur le formulaire d'inscription. Sur demande, nous pouvons vous adresser par courrier notre brochure d'information.

Tirage au sort pour une participation au Juskila

600 enfants suisses, parmi lesquels des enfants suisses de l'étranger nés en 1997-1998 peuvent participer gratuitement au grand camp de ski organisé par la Fédération suisse de ski à la Lenk, du 1er au 8 janvier 2012. Pour pouvoir participer au Juskila, les

TALON DE PARTICIPATION AU TIRAGE AU SORT : JUSKILA (DU 1^{ER} AU 8.01.2012)

Veuillez compléter en caractères d'imprimerie bien lisibles.

Prénom:	Nom:
Rue:	NPA, localité:
Pays:	Date de naissance:
Nom de la/des personne(s) responsable(s):	
<input type="checkbox"/> Fille / <input type="checkbox"/> Garçon	Téléphone:
Commune de résidence en Suisse (voir passeport / ID):	
E-mail des parents:	
Discipline sportive: <input type="checkbox"/> Ski Alpin / <input type="checkbox"/> Ski de fond / <input type="checkbox"/> Snowboard	
Langue de l'enfant: <input type="checkbox"/> Allemand / <input type="checkbox"/> Français / <input type="checkbox"/> Italien	
Ne cocher qu'une seule case! Après le tirage au sort, le choix de la discipline sportive ne pourra pas être modifié.	
Signature de la/des personne(s) responsable(s):	
Signature de l'enfant:	

Envoi du talon et d'une copie du passeport suisse d'un parent ou de l'enfant d'ici au 15 octobre 2011 (date de réception) à:

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger, Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne, tél. +41 31 356 61 16, fax +41 31 356 61 01, e-mail: sjas@aso.ch

enfants suisses de l'étranger doivent savoir s'exprimer dans l'une des trois langues nationales (français, allemand ou italien). Le tirage au sort permettra de gagner une place pour participer au camp (cours de sport d'hiver, repas, hébergement). L'organisation et le financement du trajet aller-retour sont en revanche à la charge des parents. Des informations suivront fin octobre sur les noms des participants.

*Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
 Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne,
 tél. +41 31 356 61 16, fax +41 31 356 61 01,
 e-mail: sjas@aso.ch*

ORGANISATION DES SUISSES DE L'ÉTRANGER

Nos services:

- Service juridique
- Service des jeunes
- AJAS – Association pour l'encouragement de l'instruction de jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger
- CESE – Comité pour Écoles suisses à l'étranger
- FESE – Fondation pour les enfants suisses à l'étranger

*Organisation des Suisses de l'étranger,
 Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne,
 tél. +41 31 356 61 00, fax +41 31 356 61 01,
www.aso.ch*

On cherche de nouvelles familles d'accueil en Suisse

L'OSE cherche des familles d'accueil prêtes à héberger des jeunes du monde entier. Ces invités ne manqueront pas d'apporter à leurs hôtes un échange interculturel passionnant, de partager avec eux des expériences de vie différentes et d'animer leur vie de famille.

Les hôtes assurent les repas et l'hébergement des jeunes. Toutes les autres dé-

penses sont à la charge des participants. Le séjour en famille d'accueil est souvent associé à un programme de formation mais il est possible de passer deux semaines de vacances sans programme cadre.

Plus d'informations sur les offres pour les jeunes sur www.aso.ch à la rubrique Offres.



LE B.A.-BA DES ÉLECTIONS

Les jeux seront faits le 23 octobre 2011 à 12h00, au moment où les urnes seront scellées en vue du renouvellement du Conseil national et du Conseil des Etats. Quelque 75 000 personnes auront alors pour tâche de garantir que les résultats sont saisis et transmis de manière fiable. Lors des dernières élections fédérales de 2007, 3089 personnes étaient en lice pour occuper un siège au Conseil national. Cette année, les candidats devraient être encore plus nombreux. La Chancellerie fédérale s'attend également à une augmentation du nombre de partis représentés au sein de la campagne électorale, ce qui pourrait entraîner une restructuration du paysage politique.

Les électeurs principaux acteurs du système

Selon la Constitution fédérale, le peuple est le souverain du pays et constitue donc la plus haute instance politique. Il comprend l'ensemble des femmes et des hommes majeurs de nationalité suisse, soit près de 5,1 millions de citoyennes et de citoyens.

Les Suissesses et Suisses de l'étranger

Depuis le 1er juillet 1992, les Suissesses et Suisses de l'étranger immatriculés auprès d'une représentation suisse (ambassade ou consulat) et inscrits dans un registre de vote peuvent exercer leurs droits politiques au niveau fédéral également depuis l'étranger. Pour l'inscription dans le registre de vote, ils s'adressent soit à leur commune d'origine soit à une ancienne commune de domicile en Suisse. Les Suisses de l'étranger peuvent non seulement participer aux élections du Conseil national (capacité civique active), mais sont aussi éligibles au Conseil national (capacité civique passive). Les bases légales sont fixées dans la Loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger.

En revanche, les Suisses de l'étranger ne peuvent participer aux élections du Conseil des Etats que si le droit cantonal leur accorde le droit de vote sur le plan cantonal, ce qui est le cas des cantons suivants: Zurich (uniquement pour les élections du Conseil des Etats), Berne, Schwyz, Fribourg, Soleure, Bâle-Campagne, Grisons, Tessin, Neuchâtel, Genève et Jura.

Renouvellement du Conseil national et du Conseil des Etats pour les quatre prochaines années

Le Parlement national sera élu le 23 octobre 2011. Il exerce le pouvoir législatif et se compose de deux Chambres: le Conseil national représente l'ensemble de la population du pays tandis que le Conseil des Etats représente les 26 cantons. Le Conseil national (200 membres) et le Conseil des Etats (46 membres) forment l'Assemblée fédérale (Chambres réunies).

Pour les élections du Conseil national, la circonscription électorale est le canton. Les sièges du Conseil national sont attribués en fonction de la taille des cantons, comme suit (en 2011, même répartition qu'en 2007 et 2003):

ZH	34	LU	10	TG	6	SH	2	AI	1
BE	26	TI	8	BS	5	JU	2	GL	1
VD	18	SO	7	GR	5	AR	1		
AG	15	BL	7	NE	5	UR	1		
SG	12	VS	7	SZ	4	OW	1		
GE	11	FR	7	ZG	3	NW	1		

L'élection au Conseil national est un scrutin proportionnel, les sièges étant attribués en fonction des voix obtenues. Le scrutin majoritaire est appliqué dans les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, d'Appenzell Rhodes-Extérieures, de Glaris, d'Obwald, de Nidwald et d'Uri, car un seul siège est attribué dans ces cantons.

Chaque canton envoie deux représentantes ou représentants au Conseil des Etats, indépendamment de son nombre d'habitants, à l'exception des six demi-cantons, qui n'ont qu'un député. Pour le Conseil des Etats, le scrutin majoritaire est appliqué dans presque tous les cantons. C'est donc le candidat ayant obtenu le plus de voix qui est élu, à l'exception des cantons du Jura et de Neuchâtel.

Exercice du droit de vote

La commune de vote fournit le matériel de vote avant la date du scrutin, dans la langue officielle souhaitée, aux Suissesses et Suisses de l'étranger inscrits auprès de la représentation suisse compétente pour l'exercice du droit de vote et d'éligibilité. Le matériel de vote comprend:

- les bulletins de vote,
- la notice explicative de la Chancellerie fédérale et, le cas échéant, une notice explicative cantonale,
- selon la prescription cantonale, une ou deux enveloppes de la commune de vote de manière à garantir le secret de vote,
- une carte de vote séparée, si l'enveloppe de renvoi n'est pas considérée comme carte de vote.

Le droit de vote et d'éligibilité peut être exercé à l'urne, par correspondance ou par voie électronique dans les cantons appliquant déjà le vote électronique (voir page 24).

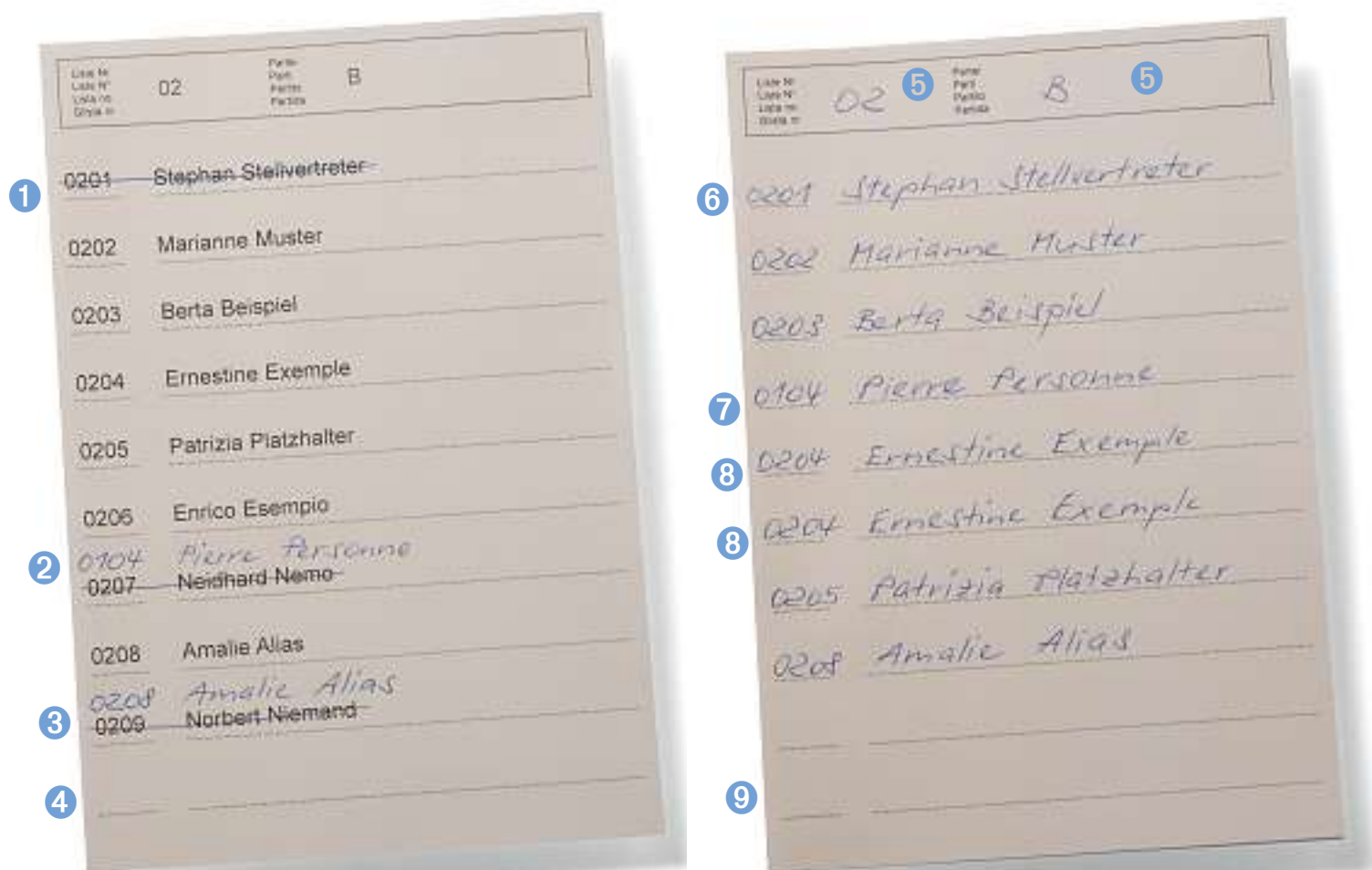
L'embarras du choix

Un très large éventail de candidatures est proposé aux électeurs. Certains cantons soumettent plus d'une douzaine de listes électorales différentes, et pratiquent en outre le système de l'apparement et du sous-apparement des listes. Il n'est donc pas facile de conserver la vue d'ensemble et de faire le bon choix. Pour éviter de se laisser submerger par le flot d'informations, il est judicieux de se poser quelques questions avant de remplir son bulletin de vote:

- Quelle est ma conception de l'Etat, de la société et de l'économie?
- Y a-t-il un parti qui représente cette conception?
- Est-ce que je souhaite me reposer sur la recommandation d'un parti et choisir une liste de parti?
- Quelles personnes sont les plus aptes à représenter mes attentes au Parlement?
- Est-ce que je souhaite qu'une personne en particulier soit élue au Parlement? Comment puis-je augmenter ses chances d'être élue?

Les sites Internet des partis et des candidats donnent des informations sur leurs programmes et leurs visions. A cela s'ajoutent les baromètres électoraux des associations et organisations d'intérêt et les plates-formes d'aide au vote en ligne telles que smartvote.ch et

vimentis.ch (voir page 25). Le site du Parlement suisse permet en outre d'effectuer des recherches sur le comportement électoral et les votes des anciens membres du Conseil national.



De la théorie à la pratique

Lors de votations, il est possible d'utiliser un bulletin préimprimé ou un bulletin vierge.

Si vous choisissez le bulletin de vote préimprimé d'un parti ou d'un groupement:

Vous pouvez biffer (1) des noms et les remplacer par d'autres personnes proposées par un parti au choix (2, 3) (= *panachage*). Vous pouvez cumuler des noms (3) (= *cumul*). Au final (4) votre liste ne doit toutefois pas contenir plus de noms que le nombre de sièges auquel votre canton a droit. Les cor-

rections doivent impérativement être effectuées à la main (2, 3), de préférence en caractères d'imprimerie.

Si vous choisissez un bulletin de vote vierge:

Inscrivez en haut du bulletin (5) le nom d'un parti et le numéro de liste de ce parti. Les lignes que vous laissez en blanc seront autant de suffrages qui iront à ce parti. Si vous n'inscrivez pas le nom d'un parti en haut du bulletin, ces lignes vides – et donc de précieux suffrages (9) – seront perdus.

Votre bulletin doit dans tous les cas mentionner au minimum un nom valable (6). Pour éviter toute confusion, ajoutez toujours les prénoms de vos candidat(e)s et leur numéro (7). Vous pouvez doubler les chances d'un(e) candidat(e) en inscrivant deux fois (8) son nom sur la liste (= *cumul*). Mais attention: il est interdit d'utiliser des guillemets ou des mots de rappel tels que «dito», «idem». Seules les personnes qui figurent sur une liste du canton concerné peuvent être élus.

Vote électronique – un troisième canal de vote

Dans une démocratie, la population doit et être certaine que les scrutins sont organisés de manière correcte et irréprochable sur le plan juridique. Forte d'un tel climat de confiance, la Suisse a introduit le vote par correspondance en 1994. Plus confortable, ce nouveau

moyen de vote a rapidement fait ses preuves et se traduit en outre par une légère augmentation du taux de participation.

Le vote électronique (E-Voting) offre désormais une troisième possibilité de vote et constitue un instrument adapté à la société du XXI^e siècle. A l'issue d'une phase pilote, le Conseil fédéral et le Parlement se sont prononcés en 2006/2007 en faveur d'une introduction progressive du vote électronique. Considérée comme



particulièrement adaptée aux électeurs suisses de l'étranger, cette solution est mise en œuvre en priorité pour ce groupe cible. La Chancellerie fédérale s'est fixé pour objectif d'offrir cette possibilité de vote à la majorité des Suisses de l'étranger pour les Elections fédérales de 2015.

Les électeurs suisses de l'étranger: le principal groupe cible

Le vote électronique offre des avantages particulièrement intéressants pour les électeurs suisses de l'étranger. Il permet par exemple d'éviter les retards pouvant survenir lors du vote par correspondance.

L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) a salué l'introduction du vote électronique. Pour le moment, le vote électronique est uniquement proposé aux Suissesses et Suisses de l'étranger domiciliés dans l'un des pays membres de l'Union européenne, en Andorre, au Liechtenstein, à Monaco, en Chypre du Nord, à Saint-Marin, au Vatican ou dans l'un des 45 Etats ayant signé l'accord de Wassenaar. Cela représente près de 90% des Suissesses et Suisses inscrits dans un registre électoral (Wassenaar est un accord qui réglemente notamment le cryptage des données, opération nécessaire pour la transmission des données lors du vote électronique).

Les électeurs suisses de l'étranger enregistrés et ayant le droit de vote des cantons de Bâle-Ville, de Saint-Gall, des Grisons et d'Argovie pourront remettre leur voix par Internet lors des prochaines élections.

PUBLICATIONS

La Confédération en bref

Richement illustrée, cette brochure qui paraît tous les ans vous donne un aperçu clair et complet de la Suisse, de ses institutions politiques et des autorités fédérales. La structure et les tâches de notre Etat y sont en outre détaillées.

Version Internet et bulletin de commande
www.bundespublikationen.admin.ch



Elections du Parlement 2011: une introduction interactive

<http://www.parlamentswahlen-2011.ch/>

<http://www.ch.ch>, Dossier Elections et votations

ÉTUDE ÉLECTORALE AUPRÈS DES SUISSES DE L'ÉTRANGER: FORS

Swiss Foundation for Research in Social Sciences, réalise des études électorales depuis 1995. Le programme reçoit le soutien financier du Fonds national suisse.

Cette année, des Suisses de l'étranger seront inclus dans une telle étude pour la première fois à l'occasion des élections de l'Assemblée fédérale. Un sondage représentatif sera réalisé en ligne par FORS auprès d'électeurs inscrits au registre. Ces derniers seront contactés par e-mail. La participation est volontaire. Vous trouverez des informations complémentaires à ce sujet sur le site Internet www.selects.ch.

Remarque:

N'oubliez pas de communiquer votre adresse actuelle, votre numéro de téléphone ainsi que votre adresse e-mail à la représentation compétente. Nous vous recommandons également de communiquer votre numéro de téléphone portable à votre ambassade/consulat, si vous habitez dans un pays exposé (catastrophes naturelles ou instabilité politique).

Vous pouvez vous abonner à la «Revue Suisse» (version électronique ou imprimée) et aux communiqués de votre représentation à l'adresse www.swissabroad.ch.

INITIATIVES POPULAIRES:

Depuis notre dernière édition, les initiatives populaires suivantes ont vu le jour: (expiration du délai imparti pour la récolte des signatures entre parenthèses)

- Initiative populaire fédérale 'Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles' (03.11.2012)
- Initiative populaire fédérale 'Aider les familles! Pour des allocations pour enfants et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt' (03.11.2012)
- Initiative populaire fédérale 'Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage' (03.11.2012)
- Initiative populaire fédérale 'Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire' (17.11.2012)
- Initiative populaire fédérale 'Pour la publication des revenus de la classe politique' (08.12.2012)
- Initiative populaire fédérale 'Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie' (15.12.2012)
- Initiative populaire fédérale 'Contre l'immigration de masse' (26.01.2013)

La liste complète des initiatives est disponible sur le site Internet de la Chancellerie fédérale. www.bk.admin.ch/aktuell/abstimmung

JEAN-FRANÇOIS LICHTENSTERN, RELATIONS AVEC LES SUISSES DE L'ÉTRANGER
 BUNDESGASSE 32, CH-3003 BERNE, TÉLÉPHONE: +41 800 24 7 365
WWW.EDA.ADMIN.CH/ASD, MAIL: HELPLINE@EDA.ADMIN.CH

Publicité

swissworld.org
 Your Gateway to Switzerland

■ Le socialiste **Hermes Binner**, petit-fils d'immigrants valaisans qui arrivaient au XIXe siècle en Argentine, a annoncé sa candidature à la présidentielle. En cas de triomphe aux élections le 23 octobre prochain, l'Argentine aurait un président qui possède aussi la nationalité suisse.

■ La Bâloise **Patty Schnyder** a mis un terme à sa carrière tennistique à l'âge de 32 ans après 17 ans sur le circuit. Suite à son 7e rang mondial en 2005, elle a vécu une lente et irrémédiable descente dans le classement mondial.

■ Un convoi de marchandises circulant de l'Italie vers l'Allemagne a pris feu dans le **tunnel du Simplon** début juin. Dix wagons se sont embrasés, causant des dégâts massifs à l'infrastructure. Une cinquantaine de pompiers ont lutté pendant plus d'une journée pour maîtriser l'incendie. Les travaux du tube endommagé fileront sur plusieurs mois. Le trafic ferroviaire a pu reprendre quelques jours plus tard.

■ Marcel Fässler, de Schwytz, est devenu le premier Suisse à remporter la mythique course automobile d'endurance des **«24 heures du Mans»**. L'épreuve disputée depuis 1923 avait trouvé le chemin des salles obscures avec Steve McQueen en 1970.

■ Après un parcours culotté et sans fausse note, l'équipe nationale s'est inclinée en finale de la **Coupe d'Europe des moins de 21 ans** face à l'Espagne. Jamais une équipe professionnelle suisse n'avait été aussi proche de remporter l'un des trophées les plus convoités du football. Grâce à sa performance, elle participera pour la première fois depuis 84 ans aux Jeux olympiques de 2012.

■ La Suisse et l'UE ont signé un **accord** qui prévoit la reconnaissance mutuelle des appella-

«Si le théâtre est petit, le spectacle a donc de la grandeur.»

Alexis de Tocqueville, philosophe français, dans son «Rapport sur la démocratie en Suisse» (1848)

«Si une telle catastrophe nucléaire se produisait et qu'il fallait reloger définitivement des dizaines de milliers de personnes après les avoir évacuées, je ne sais pas pour l'instant où elles le seraient. Je dois vous l'avouer.»

Ueli Maurer, conseiller fédéral, interrogé sur ce qu'il adviendrait de la population en cas d'accident nucléaire.

«Est-il raisonnable de ne rien faire pendant dix ou quinze ans pour espérer ensuite une majorité pour une centrale nucléaire ou de profiter maintenant du moment pour se mettre en campagne?»

Doris Leuthard, conseillère fédérale, en réaction à la décision du Conseil fédéral de sortir du nucléaire.

«Nous devons malheureusement constater que l'UE nous mène la vie dure de façon inutile et injustifiée. Il ne peut rien sortir de bon de l'attitude actuelle de l'UE. Mais nous ne nous laissons pas mettre la pression.»

Micheline Calmy-Rey, Présidente de la Confédération

«Nous n'avons formulé aucune menace, mais simplement décidé d'attendre. C'est peut-être ce qui est inhabituel.»

Michael Reiterer, ambassadeur de l'UE en Suisse, en réponse à la déclaration de la Présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey

«Nos banquiers sont des enfants gâtés qui font la sourde oreille quand ils doivent réduire leurs exigences.»

Carsten Kengeter, chef d'UBS Investmentbank, aurait fait cette déclaration lors d'une conférence téléphonique interne d'après le «Wall Street Journal»



Son objectif prioritaire était une médaille aux Jeux olympiques de Londres en 2012. La gymnaste Ariella Kaeslin, trois fois sportive de l'année de 2008 à 2010, a mis un terme à sa carrière sportive à 23 ans seulement. «J'ai eu une carrière merveilleuse. Mais mon cœur n'est plus à 100% derrière les sacrifices requis par la gymnastique au plus haut niveau» a-t-elle déclaré aux journalistes lorsqu'elle a annoncé sa décision. Maintenant, elle se réjouit de «faire la grasse matinée et traîner au lit pour réfléchir à ce qu'elle a envie de faire dans la journée».

tions d'origine contrôlée (AOC) et des indications géographiques protégées (IGP). Il vient compléter l'accord agricole de 1999. Dans un premier temps, 818 spécialités tradi-

tionnelles européennes et 22 spécialités suisses (gruyère, vacherin, viande des Grisons, etc.) seront concernées.

■ L'ex-ministre de la Justice **Ruth Metzler**, conseillère fédé-

rale jusqu'en 2003, succède à Rolf Jeker à la tête de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) qui a comme tâche d'assurer la promotion des exportations. Depuis 2001, l'agence a implanté 22 Swiss Business Hubs dans le monde entier, destinés à ouvrir des portes commerciales à l'étranger aux PME désirant exporter.

■ Le **classement des villes** publié tous les ans par le magazine «bilanz» comporte quelques changements remarquables. A présent, c'est Zurich qui se trouve en première place, suivie par Zoug, qui était en tête en 2009 et 2010. La Suisse romande compte beaucoup de «promotions»: Genève est passée de la 39e à la 10e place, Lausanne de la 41e à la 14e et Fribourg de la 51e à la 21e. 136 communes de 10 000 habitants ont été évaluées. Parmi les critères d'évaluation, on peut citer le marché du travail, l'évolution démographique urbaine et du marché du logement, la formation, la culture et les loisirs, la détente, l'infrastructure pour les achats, la santé et la sécurité, le social, la mobilité et la circulation, l'attrait fiscal, le pouvoir d'achat et les primes de caisses-maladie, et les particularités de la ville et de l'administration. (AW / BE)

Droit de réponse: Dans la «Revue Suisse» de juin 2011, il a été affirmé de manière erronée que je serais «tête de liste» de l'UDC International. En réalité, l'UDC International compte dans d'autres cantons de nombreux candidats qualifiés et connaissant l'étranger que l'on pourrait désigner «tête de liste». En outre, les propos selon lesquels je n'aurais «aucune idée» de pourquoi je me présente au Conseil national ont été cités hors de leur contexte. Paul Accola

A STAR ALLIANCE MEMBER 



La qualité suisse concentrée dans une compagnie aérienne.



Des normes de qualité plus élevées pour que votre vol soit une expérience mémorable. La SWISS Business comporte désormais des lits qui s'abaissent à l'horizontale et des coussins pneumatiques réglables vous permettant d'opter pour la forme de confort qui vous convient le mieux. Ainsi, vous êtes sûr de passer un agréable moment. À bord de tous nos vols intercontinentaux dès cet été. SWISS dessert 72 destinations dans 39 pays avec un parc aérien de 89 appareils. Bienvenue dans le monde de SWISS.

**DE NOMBREUSES RÉCOMPENSES :
NOUVELLE SWISS BUSINESS AVEC
LITS PARFAITEMENT HORIZONTAUX**

VOTRE VOL, **SWISS** MADE.

SWISS.COM